

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

PRÉSIDENTIELLE :
LE RETOUR DU
JOURNALISME HIPPIQUE !



Vethouren

2022 : LE PREMIER TOUR N'AURA PAS LIEU

Présidentielle 2022. Emmanuel Macron à 53 %, Marine Le Pen à 47 % au second tour selon un sondage

2022: Hidalgo a "très peur" de l'issue d'un duel Macron/Le Pen

Macron et Le Pen misent sur un nouveau duel en 2022

Les Français se résignent à un duel Macron-Le Pen en 2022

Le Pen-Macron: le sondage clandestin qui sème la panique



SOUHAITEZ-VOUS UN DUEL MACRON - LE PEN EN 2022



SONDAGE FORÉVALU POUR CNEWS ET SUO RADIO
PRÉSIDENTIELLE 2022 : UN DUEL E. MACRON - M. LE PEN ?

MACRON / LE PEN, DUEL RELANÇÉ

Présidentielle 2022: les Français se résignent à un duel Macron-Le Pen

Emmanuel Macron face à Marine Le Pen en 2022, chronique d'un duel redouté

2022 : LE PEN EN TÊTE DEVANT MACRON

SONDAGE 2022 : MACRON/LE PEN AU COUDE-À-COUDE

Une alternative au duel Macron-Le Pen est-elle possible ?

Présidentielle : croyez-vous à un nouveau duel Macron-Le Pen en 2022 ?

Duel Macron - Le Pen à la présidentielle
Ces sondages qui font trembler l'exécutif

Présidentielle 2022 : la peur du match retour Macron-Le Pen dans toutes les têtes

RÉPUBLIQUE : LE DUEL LE PEN / MACRON

Europe. Le grand chambardement
ENTRETIEN — LE PHILOSOPHE ACHILLE MBEMBE AUTOMOBILE — RENAUDI, LA COURSE AU GIGANTISME



Présidentielle 2022 : les Français s'attendent à un duel Emmanuel Macron / Marine le Pen

2022 : LE PEN VEUT SA REVANCHE FACE À MACRON

Présidentielle : le front républicain s'effriterait en cas de duel Macron-Le Pen, selon un sondage

Présidentielle 2022 : Macron-Le Pen, on refait le match ?

La consigne
Macron ou Le Pen en 2022?
Mélenchon n'appellera pas à choisir

Le duel Macron-Le Pen en 2022 est-il déjà écrit ?

MACRON/LE PEN: LE SURPRENANT SONDAGE POUR 2022

2022: Le Pen et Macron dominent le match

Les Français anticipent un duel entre Macron et Le Pen en 2022 mais ne le souhaitent pas

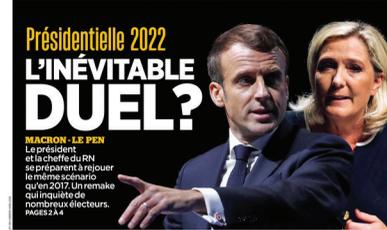
LE PEN/MACRON, LE MATCH RETOUR EN 2022 ?

LE PEN / MACRON : LE MATCH RETOUR ?

Duel Macron-Le Pen en 2022 ? Philippe Besson pointe l'échec du front républicain

MACRON/LE PEN DÉJÀ EN DUEL POUR 2022 ?

Présidentielle 2022 : pourquoi parle-t-on (déjà) d'un duel Macron-Le Pen ?



Acrimed, qui fête discrètement ses 25 ans cette année, se voit souvent reprocher de pratiquer l'amalgame ou d'adopter une démarche critique manquant de complexité. En effet, écrire « les médias » consiste à englober l'ensemble des médias sans nuance.

Alors oui (et à nouveau), nuançons: les médias ne sont pas *tous* les mêmes. Mais les élections présidentielles, au même titre que les mobilisations sociales ou les interventions militaires occidentales, sont des « verres grossissants ». Elles éclairent sur les pratiques et les dérives récurrentes de *tous* les médias dominants, et doivent interroger sur leur mode de fonctionnement. C'est entendu: les prescripteurs d'opinions – des présentateurs de JT aux matinaliers en passant par les éditorialistes et les chefs de service – n'ont pas la même responsabilité éditoriale ni le même poids dans les rédactions que les simples pigistes. Mais en intégrant les contraintes qui leur sont imposées, et en validant les consignes qui leur sont transmises, tous les journalistes – à des degrés divers – font tourner la machine et concourent à la production d'une information mutilée (p. 11).

Qu'ils dictent l'agenda médiatique ou se portent garants du consensus, les médias dominants non seulement se comportent en gardiens du *statu quo*, mais accentuent les tendances les plus négatives inscrites, plus ou moins en pointillé, dans le mécanisme même de l'élection présidentielle. À coups de sondages commandés à l'infini (p. 24), ils construisent (ou déconstruisent) des personnages « présidentiables » (p. 22) et effacent les véritables enjeux politiques.

L'élection présidentielle de 2017 (p. 3) a offert d'abondants matériaux pour l'observation des médias, notamment dans son entre-deux-tours, où les abstentionnistes potentiels furent sommés d'aller voter pour Emmanuel Macron (p. 18). Pour quelle conclusion? La plupart des médias contribuèrent à muti-

ler le débat démocratique dont ils se prétendaient les arbitres. Une fois l'élection passée, le prétendu « barage » médiatique contre le Rassemblement national prend l'eau de toute part. Les sagas journalistiques sur la famille Le Pen se multiplient, les chroniques « divertissantes » sur les élus RN s'entassent dans la presse magazine, tandis que se succèdent à la Une les thématiques fétiches de l'extrême droite, faisant l'objet de (faux) débats entre (seuls) réactionnaires (p. 7).

Toutefois, les grands médias ne sont pas tout-puissants (qu'on se souvienne du référendum sur le Traité constitutionnel de 2005), et leur « pouvoir » s'exerce rarement de façon autonome, mais en conjonction avec d'autres « pouvoirs », économiques, sociaux ou politiques: les médias ne font pas l'élection, mais ils jouent un rôle central dans les élections.

Ce pouvoir s'exerce d'autant moins isolément que, depuis longtemps, la professionnalisation de la vie politique et celle du journalisme politique se conjuguent et renforcent leurs effets. Mais surtout, le traitement médiatique de l'élection présidentielle se coule en quelque sorte dans les institutions de la V^e République, dont le présidentialisme originaire a été accentué par l'élection au suffrage universel direct à deux tours et l'alignement de cette élection sur celle des députés à l'Assemblée nationale.

Cette élection favorise la bipolarisation de la vie politique – les médias ne se préoccupent que du second tour – et la personnalisation. Ainsi la campagne présidentielle de 2022 a-t-elle débuté dans les médias depuis... le lendemain du second tour de 2017. Et ces derniers mois, pas une semaine ne passe sans qu'un sondage ou un débat télévisé n'aborde l'élection présidentielle, à tel point que d'autres sujets majeurs, comme la loi dite « Sécurité globale », qui concerne spécifiquement la liberté d'informer (p. 30), sont relégués au second plan. ■

ours

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Frédéric Lemaire et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Sophia Aït Kaci, Vivien Brunel, Bruno Dastillung, Sophie Eustache, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Arnaud Gallière, Frédéric Lemaire, Henri Maler, Blaise Magnin, Philippe Merlant, Florent Michaux, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Mathias Reymond, Thibault Roques, Julien Salingue, Kahina Seghir

Illustration de Une

Zoé Thouron

Dessins

Colloghan

Conception graphique

Adrien Labbe

Mise en page et correction

Olivier Poche

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Minimum

Achévé d'imprimer en avril 2021 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur: 21030738

Imprimé en France

Dépôt légal: avril 2021

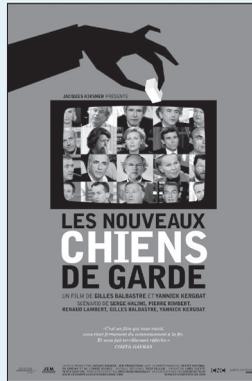
Commission paritaire: 1223 G 91177

ISSN: 2256-8271



MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°€

Tarif adhérent: **10 €**

Tarif normal: **20 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD des «Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *Au nom de la démocratie votez bien!*, aux éditions Agone: **15 €**

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél.: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org

PRÉSIDENTIELLE 2017

UN FESTIVAL MÉDIATIQUE

Retour sur les traits saillants de la couverture médiatique de l'élection de 2017, particulièrement représentative des biais du journalisme politique¹.

L'élection présidentielle, qui a occupé les médias dominants jusqu'en mai 2017 et une bonne partie de l'année 2016, a été traitée par la plupart des rédactions comme un championnat ou une course hippique: sous l'angle de la compétition. L'élection devenue un sport comme un autre, les commentateurs ne se sont pas privés (une fois de plus) de jouer les sélectionneurs, faisant le tri entre les bons et les mauvais candidats. En se fondant sur leur projet politique? Bien plutôt à la tête du (bon) client.

LE FIASCO DES PRONOSTIQUEURS

Longtemps avant la pré-pré-campagne – dès 2014 – la « Juppémania » s'étalait sur les Unes de la presse, de droite comme de gauche: « Juppé, l'homme qui veut sauver la droite » (*L'Express*, 26 mars 2014); « L'offensive Juppé » (*Valeurs actuelles*, 11 sept. 2014); « Juppémania, le moins pire d'entre eux? » (*Les Inrockuptibles*, 12 nov. 2014); « Gauche: la tentation Juppé » (*Libération*, 22 déc. 2014). Rebelote en 2015 avec *Le Point* (« Enquête sur le président Juppé »,

22 oct. 2015), *Marianne* (« la Juppémania », 16 oct. 2015) ou encore *L'Obs* (« Juppé, mais qu'est-ce qu'ils lui trouvent tous? », 5 mars 2015).

L'élection, devenue un sport comme un autre, est traitée sous l'angle de la compétition.

À l'approche de la « primaire de la droite » des 20 et 27 novembre 2016, de nombreux médias avaient parié sur la victoire d'Alain Juppé et même sur sa victoire à la présidentielle. « A-t-il déjà gagné? » titrait le *JDD* du 30 octobre 2016. Original: en mai, déjà, un article du *Figarovox* s'interrogeait: « Alain Juppé a-t-il déjà gagné? » Et tout au long de 2016, ce ne sont pas moins de 27 sondages qui annoncèrent la victoire d'Alain Juppé. Mais patatras: ce fut François Fillon qui l'emporta.

Autre échec cinglant du journalisme de pronostic: le renoncement de François Hollande à se présenter à l'élection. À grand renfort de titres tapageurs et « exclusifs », les médias avaient pourtant annoncé une candidature imminente, ainsi d'Europe 1, RTL, le *JDD*, *Le Parisien*, *Les Échos*, *20 minutes*, *Les Inrocks*, *Challenges*, la *PQR*... Et les éditocrates n'étaient pas en reste: « Hollande pourrait annoncer sa candidature jeudi », fanfaronnait l'inénarrable Christophe Barbier dans son édito du 30 novembre 2016. Éric Brunet,

1. Cet article est pour l'essentiel une reprise de la synthèse intitulée « Retour sur le traitement médiatique de l'élection présidentielle de 2017 », publiée sur notre site le 11 sept. 2017, et dans laquelle on trouvera les liens vers les articles qui sont ici évoqués.



et *Avenir* et *L'Histoire* dérouleront également le tapis rouge. Du côté du *Monde*, et face aux interpellations de nombreux lecteurs, le médiateur sera contraint de se fendre d'un article à la veille du premier tour: non, le quotidien vespéral n'a pas roulé pour Macron, explique-t-il. Peu convaincant, tant *Le Monde* a été fasciné par le candidat Macron – lui consacrant de 3 à 4 articles par jour en mars 2017.

DÉBATS INSIGNIFIANTS, INTERVIEWS COMPLAISANTES

La présidentielle 2017 mobilise naturellement toutes les figures imposées du journalisme politique dépolitisé, à commencer par l'exercice du débat télévisé, qui permet aux journalistes politiques de jouer aux journalistes sportifs. La « primaire de gauche », organisée en janvier 2017, en avait donné une illustration: dans les médias dominants, les commentaires s'étaient concentrés sur les « petites phrases », les « punchlines », les « phrases cultes », les « phrases qui tuent ». Idem à l'occasion des « grands débats » organisés par TF1 le 20 mars 2017, puis par BFM-TV et CNews le 4 avril. Dans les semaines précédentes, des heures d'antennes tél et radio et des tonnes de papier furent gaspillées à deviser sur les querelles personnelles, les tactiques des uns et des autres et la bataille pour le podium. Le jour même, sur les plateaux des chaînes d'info, les journalistes politiques ont filé les métaphores sportives jusqu'au ridicule, ne lésinant sur aucune anecdote insignifiante de « l'avant-match », et sur aucun sondage pour décréter qui était le « gagnant ».

Qu'on ne compte pas sur les interviews ayant émaillé la campagne pour relever le niveau. Au programme: complaisance et compassion pour les « grands » candidats. Ainsi, au moment où sortait « l'affaire Fillon », Laurent Delahousse parvient à interviewer pendant 12 minutes François Baroin, membre de l'équipe de campagne du candidat des Républicains, sans jamais mentionner les soupçons d'emploi fictif. Une complaisance dont bénéficiera également... Marine Le Pen, sur le service public, cette fois, dans « L'émission politique » (9 fév. 2017), avec des thèmes choisis sur mesure pour la responsable du Front national, collant parfaitement à son programme. Une complaisance qui sera aussi la marque de fabrique des entretiens de Laurent Delahousse, dans l'entre-deux-tours, avec Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Au programme: personnalisation outrancière et câlinothérapie... Quant aux questions proprement politiques, elles seront passées à la trappe.



GRANDS JOURNALISTES ET « PETITS » CANDIDATS

Dans les entretiens comme dans le reste de la couverture de la campagne, le journalisme de commentaires a écrasé le journalisme d'information. La personnalisation des jeux politiques l'a emporté un peu partout : encensés, parfois démolis ou ignorés, les candidats l'ont été surtout en fonction de leur personnalité et de leurs chances supposées dans la compétition.

Ainsi les candidats pour qui les sondages prédisent des scores à un chiffre ne bénéficient-ils pas de la même complaisance. Toujours prêts à aboyer contre ceux qui voudraient remettre en cause l'ordre établi, les éditocrates ont bien du mal eux-mêmes à s'accommoder des règles de temps de parole impo-

sées par le CSA. À l'instar de Thomas Legrand, unique éditorialiste politique dans la matinale de France Inter, qui étalait son mépris pour les « petits » candidats dans son éditorial du 8 mars 2017. Les jérémiades et autres gesticulations des patrons de presse auront d'ailleurs imposé la réduction de la période d'égalité de temps de parole de cinq à deux semaines.

Les rédactions préfèrent les « gros » candidats et les « bons clients ».

Non, décidément, les rédactions préfèrent les « gros » candidats et les « bons clients ». Ainsi Philippe Poutou a-t-il été maintes fois écarté des plateaux télé, où l'on préfère recevoir Olivier Besancenot, considéré plus « médiagénique » par les programmeurs et les présentateurs. Quant à la grand-messe du débat télévisé entre candidats, elle n'a réuni que les cinq plus « gros » candidats sur les onze. Et c'est toute la cohorte des éditocrates qui s'est employée à justifier ce choix, à l'instar de Christophe Barbier, fustigeant « l'agaçante jérémiade des « petits » » (22 mars 2017) ou d'Hervé Gattegno, appelant à ne pas « confondre la démocratie et la cacophonie » (19 mars 2017). La presse n'est pas en reste. En témoigne un article du magazine du *Monde* brocardant « les microcandidats à la présidentielle » (10 fév. 2017).

Toutefois, faire partie du tiercé, quarté ou quinté de tête – pour reprendre une métaphore sportive – ne garantit pas toujours la bienveillance des chefferies journalistiques. La victoire de Benoît Hamon à la primaire de la « Belle alliance populaire », le 4 février, a (une nouvelle fois) surpris plus d'un pronostiqueur. Nul besoin de savoir lire entre les lignes pour déceler leur déception... qui s'est étalée à longueur d'éditoriaux ou de commentaires télévisés. Le 22 janvier, la sentence d'Anna Cabana est sans appel sur le plateau de BFM-TV : les électeurs ont choisi « une gauche qui ne va pas gagner » ; ils sont partis « dans un monde de Bisounours » pour Franz-Olivier Giesbert (France 2). Mais c'est surtout lors de la percée du candidat de la France insoumise dans les sacro-saints sondages que la morgue, voire la haine des commentateurs s'est manifestée sans réserve ni pudeur. Jean-Luc Mélenchon est le mauvais candidat, celui dont les médiocrates ne veulent pas. Et face à qui la mobilisation s'est intensifiée au gré des sondages favorables...

Bref : un panorama qui illustre les misères du journalisme politique ; et qui présage de l'inanité de la couverture de la présidentielle à venir... à défaut d'une transformation radicale et démocratique du secteur médiatique, que nous appelons de nos vœux. ■



DARMANIN-LE PEN

FEUILLETON MÉDIATIQUE

EN VASE CLOS

L'état-major du journalisme politique est sur le pied de guerre. Le 11 février, le très inspiré service public (« Vous avez la parole », France 2) organisait un débat entre Gérald Darmanin et Marine Le Pen.

Et le gratin de la profession avait (depuis longtemps) marqué la date, anticipant un « événement » monté en épingle à grand renfort de bavardages... qu'ils réitéreront quand l'« événement » sera passé. Le résultat ? L'actualité du pays est réduite aux seules problématiques sécuritaires (séparatisme, laïcité, insécurité, immigration) actuellement labourées par le gouvernement, centrales chez le RN. Quant au discours autorisé sur ces thèmes, il est calé entre les positions de l'extrême droite et de la droite.

Tout a commencé le 10 janvier 2021. *Le Parisien Dimanche* met alors ses lecteurs (au premier rang desquels confrères et consœurs) dans la « confiance ». En page 6, une brève surmontée d'un tampon « confidentiel » annonce « un débat qui promet d'être musclé » entre Gérald Darmanin et Marine Le Pen.

Il n'en fallait guère plus pour appâter la profession.

Et en effet, il suffit de se glisser un court instant dans la tête d'un journaliste politique pour comprendre à quel point ce débat « fait événement » : un formidable « match de catch », pour sûr, mais aussi un nouveau « round » dans la longue « bataille »

autour du projet de loi « Séparatisme », en plus d'une « préfiguration » de l'élection présidentielle (disent-ils). Joute verbale, thématiques ultra droitières, duel au couteau, sondages... le journaliste politique vibre d'impatience. Ainsi Bruno Jeudy, dès le 2 février, ressert dans *Paris Match* la communication du ministre de l'Intérieur :

Gérald Darmanin attend ce moment de pied ferme au moment où la présidente du Rassemblement national bénéficie d'un sondage favorable qui la donnerait au coude-à-coude avec Emmanuel Macron. [Il] relève que si Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon s'accordent pour dénoncer son projet de loi [Séparatisme], c'est qu'il doit « avoir trouvé le bon équilibre ».

« Un débat qui promet d'être musclé... »

Un jour plus tard dans *Gala* (3 fév.), une journaliste rapporte une « altercation musclée » à l'Assemblée nationale entre Gérald Darmanin et Marine Le Pen avant de lancer la question existentielle :

« Cette guerre des mots serait-elle un aperçu de leur prochaine confrontation, tant attendue ? » En écho, la rédaction du *Point* (4 fév.) répond le lendemain, fournissant « en avant-première » à ses chanceux abonnés un bingo des « éléments de langage » de l'une et de l'autre (voir ci-après).



Le duel Le Pen-Darmanin en avant-première



La présidente du Rassemblement national et le ministre de l'Intérieur, qui s'écharpent régulièrement, doivent débattre le 11 février sur France 2. Voici, si besoin, quelques éléments de langage pour les aider à réviser leurs classiques :

LOI CONTRE LE SÉPARATISME

M.L.P. : « La montagne médiatique a accouché d'une souris législative. » AFP, 29 janvier

G.D. : « Mme Le Pen a été très peu présente en commission sur le séparatisme. [...] Elle vit des problèmes. Mais elle ne veut surtout pas les résoudre, car, sinon, cela lui ferait moins de parts de marché électorales. » « Le Parisien », 26 janvier

MILA

M.L.P. : « La petite Mila aurait une bonne raison d'avoir un enseignement à domicile » en raison de « la sécurité que l'État est incapable de lui apporter ».

G.D. : « Mme Le Pen ne devrait pas « dire de bêtises du genre que rien n'est fait pour protéger Mila ». » Assemblée nationale, 22 janvier

GÉNÉRATION IDENTITAIRE

G.D. : « Si les éléments sont réunis, je n'hésiterai pas à proposer la dissolution ; je suis scandalisé par le travail de sape de la République des militants de Génération identitaire. » AFP, 26 janvier

M.L.P. : « Ce qui scandalise Gérard Darmanin doit faire l'objet d'une dissolution ? Ça, ce n'est pas l'État de droit. » France Info, 27 janvier

COMMISSARIATS

M.L.P. : « Une douzaine de commissariats menacés de suppression en #Lorraine [...] ; je demande à @GDarmanin de renoncer à ce projet dangereux et complètement inadapté. »

Twitter, 14 décembre 2020

G.D. : « Mme Le Pen ne sait pas de quoi elle parle. Comme à son habitude, elle véhicule des fake news. »

Aucune fermeture de commissariat n'est envisagée. »

Twitter, 14 décembre 2020

MEILLEURS ENNEMIS

G.D. : « Que Mme Le Pen m'attaque, je le prends comme une Légion d'honneur. Tout mon engagement politique, depuis que j'ai l'âge de voter, a été contre la famille Le Pen. »

LCI, 14 septembre 2020

M.L.P. : « Nous avons effectivement des désaccords absolument fondamentaux avec M. Darmanin. »

BFMTV, 19 septembre 2020

SÉCURITÉ

M.L.P. : « Je ne vois que de la com dans ce qu'annonce le ministre de l'Intérieur [...] Et la com, ça n'a jamais réglé un problème d'insécurité. »

LCI, 13 septembre 2020

G.D. : « Mme Le Pen, c'est l'irresponsabilité faite femme [...]. Elle n'a aucune envie que les problèmes se résolvent. [...] Je le dis à ses électeurs. [...] Mme Le Pen n'a jamais voté une disposition, en trois ans, pour renforcer la sécurité des Français. »

BFMTV, 7 septembre 2020

INCIDENT DANS L'HÉMICYCLE

G.D. : « Il était un temps, pas si éloigné, où quand je siégeais sur ces bancs, c'était une honte d'être applaudi par le Front national. »

M.L.P. : « Judas ! Pas de leçon de morale, Judas ! »

G.D. : « À la différence de vous, Mme Le Pen, Judas restera dans l'Histoire. »

Assemblée nationale, 13 juillet 2017

dologues et journalistes pour de nouveaux exercices de communication : « *Darmanin passe mieux et marque plus de points que ses prédécesseurs [...]* il a le potentiel », certifie le directeur général adjoint de l'Ifop Frédéric Dabi, tandis que Brice Teinturier s'occupe comme il peut en mesurant la cote de popularité du ministre de l'Intérieur... auprès des sympathisants RN ! La fabrique du « rien » n'a pas de frontière.

TROIS DÉPÊCHES AFP POUR ANTICIPER LE DÉBAT

Plus les jours passent, plus les boursicotages médiatiques se font jour, plus la sauce monte. Alors qu'au soir du 8 février a déjà circulé une dépêche AFP (« Face-à-face attendu entre Darmanin et Le Pen jeudi sur France 2 ») pour « dévoiler » le dispositif de l'émission, une deuxième paraît le lendemain, et même une troisième le surlendemain, jour J... tant le sujet semble incontournable. Dès le titre de la deuxième dépêche (« Le Pen-Darmanin : un débat en forme de rodage pour 2022 »), l'AFP ne fait pas l'économie des mots-clés et illustre l'étroitesse de vue des journalistes politiques, obnubilés par la future échéance électorale.

Tandis que les uns spéculent en stratèges d'antichambre sur « *ce qui se passe au vestiaire* » avant le match » (AFP, 9 fév.), les autres psychologisent (« Face à Darmanin, Marine Le Pen veut faire oublier le traumatisme de 2017 », *L'Express*, 10 fév.) ; « Gérard Darmanin fait-il peur à Marine Le Pen ? », *L'Obs*, 11 fév.). Nostalgiques (et en panne d'inspiration), d'autres encore exhument

de leurs propres colonnes de vieux affrontements, s'échinant à construire le portrait médiatique de deux « ennemis » que tout opposerait, « *les deux [entretenant] depuis des années un niveau d'inimitié qui ne s'est jamais démenti* » (*Le Parisien*, 10 fév.). C'est oublier leur passion commune pour l'« ensauvagement », la doxa ultra-sécuritaire¹ et les étendards réactionnaires en tout genre²...

Presse et radios n'ont pas fini de brasser du vent. Le 10 février, toujours parfaitement dans le timing, *Le Figaro* publie les résultats d'un son-

Remplissage maximal et information nulle également dans *Les Échos* du même jour, où la rédaction fait des plans sur le débat de France 2 en compagnie du devin d'Elabe, Bernard Sananès :

Dans le baromètre Elabe – « Les Échos », 20 % des Français disent avoir de [Gérald Darmanin] une image positive (40 % chez les sympathisants de droite). Mais l'élu de Tourcoing a aussi, relève Bernard Sananès, [...] des « points bas », notamment dans les milieux populaires (14 %). « Il manque encore de bilan », analyse-t-il. D'où la nécessité pour lui de réussir sa délicate mission à Beauvau. Et son émission sur France 2, le 11 février.

C'est dans un registre sportif – voire guerrier – que *L'Opinion* anticipe le débat, en page 3, toujours le 4 février (« Séparatisme : le duo Le Pen-Darmanin s'échauffe »), avec une maîtrise remarquable de la langue automatique : le « duel [Darmanin-Le Pen] a déjà commencé », « les étincelles fusent », « Marine Le Pen charge » tandis que « Gérard Darmanin étrille », « l'un et l'autre s'échauffent », « la candidate à la présidentielle fourbit ses armes », et « Jordan Bardella tacle ».

Le dimanche, jour du JDD, le débat de France 2 est sujet à de nouvelles conjectures, mobilisant son-

Remplissage maximal et information nulle

1. « L'extrême droite en croisière », *Médiacritiques*, n° 36, oct.-déc. 2020.

2. Lire « Darmanin. "Manif pour tous", "théorie du genre" et interdiction du voile au gouvernement », *Révolution permanente*, 18 mai 2017.

dage commandé à l'Ifop au sujet de l'élection présidentielle de 2022, lui permettant opportunément de faire sa Une sur un « duel » Macron-Le Pen à deux jours du débat de France 2. Duel qui, de plus, est présenté comme « inéluctable », alors que la question correspondante du sondage – déjà assez tendancieuse en elle-même – demande s'il est « probable ou non que le second tour de la prochaine élection présidentielle oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen »... L'art de manipuler la prospective: une hypothétique « probabilité » devient « inéluctable » à 15 mois de son échéance!

Les éditos politiques radiophoniques ne manquent pas à l'appel. Alors que Thomas Legrand y consacre son édito du 11 février sur France Inter, Neïla Latrous, dans son « brief politique » de France Info (10 fév.), brille par sa ventriloquie:

Que Marine Le Pen sorte gagnante de ce duel n'arrangerait pas les affaires de la majorité parce qu'une frange d'En Marche est convaincue que la campagne se jouera sur la sécurité. Cette partie de la macronie mise beaucoup sur le parler populaire de Gérald Darmanin, un phrasé peut-être moins parisien pour convaincre demain les électeurs tentés par Marine Le Pen.

Ou encore d'autres considérations également majeures pour l'information d'intérêt général: pour Darmanin, « réussir son débat demain, c'est aussi assurer ses arrières pour demain ». Sur RTL (10 fév.) face à Yves Calvi, Olivier Bost n'a rien à lui envier: « Le débat sera forcément flatteur pour [Gérald Darmanin] » (mais également pour Marine Le Pen) et lui permettra

“Cette impression que l'on nous joue déjà 2022, qu'on nous enferme dans ce match retour...”



DANS UNE PREMIÈRE PARTIE, NOUS DÉBATTONS IMMIGRATION, ARABES, MUSULMANIE, MAHOMET, ISLAM ET SÉPARATISME.

ET DANS UNE 2E PARTIE, DÉLINQUANCE, ANGÉLISME, ET JEUNES DE BANLIEUES ISSUS DE L'IMMIGRATION.

de « se recentrer. L'ensauvagement qu'il dénonçait l'été dernier, ou la loi Sécurité globale qui avait fini en fin d'année par faire passer la majorité pour liberticide. Tout ça, les attaques de Marine Le Pen vont les atténuer, les relativiser ». Et l'éditorialiste de déplorer « la logique d'une inévitable affiche Macron-Le Pen; cette impression que l'on nous joue déjà 2022, qu'on nous enferme dans ce match retour ». On ne le lui fait pas dire!

Car on ne peut que constater que les journalistes politiques trépigent en attendant ce débat. Au mieux pour son potentiel spectaculaire, au pire, pour ce pourquoi il a été visiblement idéologiquement conçu:

Sans être « une réplique du débat d'entre-deux-tours », le duel Le Pen-Darmanin semblait « totalement valide idéologiquement », a expliqué Nathalie Saint-Cricq, qui a été la co-animatrice du débat entre les deux finalistes de la dernière présidentielle. Il doit permettre d'« avoir une explication du gouvernement, soupçonné de courir après l'extrême droite ou la droite » et d'évaluer les contre-propositions de Marine Le Pen, a-t-elle ajouté. (AFP, 8 fév.)

Courage, fuyons!

Quand un édito politique radiophonique ressemble à une brève de site people, qui elle-même n'a rien à envier à une infographie de la presse magazine ou à un long article de « décryptage » dans un grand quotidien d'information générale, le journalisme politique dominant s'apparente à un grand radotage. Bunkerisés dans leur entre-soi, englués dans la tambouille politicienne, les chroniqueurs politiques pratiquent un « journalisme » que rien ne distingue de la communication. Le tout en res-



treignant toujours davantage la sélection des thématiques et le périmètre des débats, où la droite extrême et l'extrême droite sont aux premières places. Ces dernières semaines, à la Une du débat public, les « passes d'armes » Darmanin-Le Pen sur le « séparatisme » (*Le Figaro*, 3 fév.) succédaient déjà aux « passes d'armes sur la protection de Mila » (AFP, 22 janv.), qui elles-mêmes succédaient à d'innombrables « passes d'armes » sur le port du voile, l'insécurité, l'assassinat de Samuel Paty, l'ensauvagement, *ad lib*. Ces « passes d'armes » existent-elles ? Assurément oui. Les journalistes sont-ils contractuellement tenus de les répercuter, de les commenter, et de les amplifier à l'unisson tout en laissant quantité d'autres « actualités » sous les radars ? Assurément non. ■

FILMER LA MISÈRE DU JOURNALISME POLITIQUE

Dans le documentaire *Première Campagne* (2019), Audrey Gordon suit la journaliste Astrid Mezmorian, en charge pour France 2 de la couverture de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Un film qui illustre, à son insu, le naufrage d'un certain journalisme politique

C'est un petit bijou offert à la critique des médias. Un très bon documentaire, pour sûr, qui n'en reste pas moins (contre sa volonté) une impeccable illustration des travers du journalisme. En tout cas, d'une partie d'entre eux : manipulation de l'information, mimétisme qui préside à sa fabrication, domination des chefferies éditoriales, division jusqu'à l'absurde du travail, bricolage, obsession du temps court et urgence permanente, décrites comme une sorte de « fatalité » par ceux qui la subissent, pour le plus grand bonheur des directions médiatiques acquises à la politique du « faire plus avec moins ».

À partir de septembre 2016, quoique principalement centré sur les mois de mars-avril 2017, *Première Campagne* suit donc la route d'Astrid Mezmorian. La journaliste ne fait alors que débiter au service politique de France 2 quand la cheffe du moment, Nathalie Saint-Cricq, lui demande de couvrir la campagne d'Emmanuel Macron. Au fil du documentaire, on replonge au cœur d'épisodes ayant jalonné la course de l'actuel président : ici un meeting à Bordeaux, là

une opération de communication soigneusement montée à La Mongie, dans les Hautes-Pyrénées, mais aussi des déplacements à Oradour-sur-Glane, en Corse ou à la foire de Châlons-en-Champagne. Autant de marathons « en extérieur » – où la nuée de micros et caméras qui s'abat sur le candidat dessine comme une carapace de tortue – alternant avec d'autres marathons, tournés cette fois « en intérieur », au siège de France Télévisions.

FABRIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Si cette plongée dans le « journalisme en train de se faire » est donc l'objet (et l'intérêt) central du documentaire, qu'on ne s'y trompe pas : la réalisatrice n'entendait pas du tout produire un réquisitoire à charge sur le métier. Reste que certaines images parlent d'elles-mêmes... À commencer par la scène d'ouverture. Dans le train pour Talence, où doit se tenir un meeting de Macron, Astrid

**La réalisatrice
n'entendait pas du tout
produire un réquisitoire
à charge sur le métier.**

Mezmorian alerte les deux confrères – journaliste reporter d'image (JRI) pour l'un d'entre eux – qui l'accompagnent : « Ça sera vraiment en mode urgence quoi. *Trouver les gens, [il faut] qu'on ratisse tout.* » La consigne de



“Bonjour, je suis journaliste pour France 2. On a une recherche un peu spéciale”

la rédaction est claire: trouver « des gens qui a priori veulent voter Hamon, mais face à la campagne qui patine, face au risque Le Pen, face à la dynamique Macron, s'interrogent, sont curieux et viennent au meeting [de Macron]. » Un scénario préemballé depuis Paris, qu'Astrid Mezmorian va chercher à plaquer sur le terrain indiqué. Non sans une certaine réserve: « Je vais limite me faire une pancarte “Y a-t-il un hamoniste dans la salle!” » Une

idée de génie... selon l'un des confrères: « Bah oui, c'est ça! Non mais je pensais à ça, carrément. À l'entrée de la salle! »

Et la pancarte fut, pour de vrai: « Cherchons hamoniste », dessine-t-elle au stylo-bille, en grosses lettres sur un A4. Éjectée d'une voiture au pied de la file d'attente du meeting, la journaliste a une demi-heure pour tourner et envoyer deux micros-trottoirs à la rédaction. « Bonjour, excusez-moi de vous déranger, je suis journaliste pour France 2. On a une recherche un peu spéciale. » Et de continuer parmi les badauds: « En fait je cherche des gens qui a priori auraient plus envie de voter Hamon, mais qui viennent se faire une idée sur Macron. C'est votre cas ou pas du tout? » Peinant à mettre la main sur le bon client, sorti de l'esprit de Nathalie Saint-Cricq, la journaliste s'impatiente: « Il n'y a aucun hamoniste ici?! Il n'y a personne qui veut voter Benoît Hamon? Non? » Visiblement non. Quelques instants plus tard

pourtant, elle croit toucher au Graal: « Mais dites-moi si je me trompe, est-ce qu'on peut résumer votre pensée en disant que finalement, votre vote de cœur, ce serait Hamon, mais qu'avec tout ce qui se passe autour, c'est-à-dire la montée de Marine Le Pen, une certaine dynamique créée pour l'instant par Emmanuel Macron, vous pourriez vous dire que le vote utile, c'est lui? » Caramba! « Non pas du tout », répond l'intervé. Fin de partie? Pas vraiment. Car in extremis, le messie tombe du ciel: « J'ai voté aux primaires pour Benoît Hamon et je viens écouter Emmanuel Macron parce que je crains d'être obligé de faire un vote utile pour éviter l'arrivée de Marine Le Pen au pouvoir. » Sourire aux lèvres, Astrid Mezmorian ne cache pas son soulagement: « Merci beaucoup. Merci Monsieur, c'est parfait! C'est super! » Et les rushs sont envoyés à Paris, juste à temps pour le 20h.

À la télévision, quelques minutes plus tard, la grand-messe lance le produit fini: « Gauche: le doute des électeurs socialistes¹. » « Militants et sympathisants socialistes s'interrogent: faut-il un vote de conviction ou un vote utile? » demande une voix off (écrite à la va-vite depuis Paris) qui poursuit après plusieurs micros-trottoirs: « À Bordeaux ce soir dans la file d'attente du meeting d'Emmanuel Macron, certains sympathisants de Benoît Hamon, curieux et indécis. » Senchaînent alors les deux témoignages récoltés par Astrid Mezmorian. Mais aucun indice ne permettra aux téléspectateurs de savoir que ce profil d'électeur était de toute évidence ultra-minoritaire.

Plus grave encore: ce cas flagrant de désinformation, pour ne pas dire de manipulation, ne semble pas gêner outre mesure Astrid Mezmorian. Interrogée à ce sujet sur le plateau d'Arrêt sur images², la journaliste botte en touche: « C'est tellement difficile une campagne au jour le jour. Il y a une injonction au renouvellement et [...] c'est difficile de faire avancer la narration, de faire vivre cette campagne aux téléspectateurs. Évidemment que par moment, il y a des problématiques moins pertinentes que d'autres. » Moins pertinentes, seulement? En sa compagnie sur un autre plateau, cette fois sur France Inter³, l'éditorialiste maison Thomas Legrand joue le soutien « corpo », quoique passablement gêné aux entournures: « Nos auditeurs se disent: “Ah mais alors, on fabrique l'info!” On la fabrique mais en fait, si le rédacteur en chef lui a demandé ça, ou si Astrid a décidé de faire ça, c'est [parce qu']on connaît tous des gens qui voulaient voter Hamon et qui se disaient “Oulala, le Front national monte [...]!” Il y avait une tendance comme ça, elle a voulu l'illustrer. Alors l'illustrant, est-ce qu'elle l'accentue? C'est notre grand débat. » Débat déontologique qu'Astrid Mezmorian a tranché, sans singer l'hypocrisie de son confrère: « Ce n'est pas si absurde comme recherche. C'est absurde de trouver [les témoignages] en cinq minutes. »

1. Sujet diffusé au 20h de France 2 le 9 mars 2017.

2. « Campagne Macron 2017: “Ma liberté était proche du néant” », Arrêt sur images, 9 déc. 2020. Au cours de l'émission, Daniel Schneidermann confronte deux sujets du 20h tels qu'ils furent diffusés aux coulisses de leur production, telles que filmées dans le documentaire.

3. « Quand le cinéma pose un autre regard sur la jeunesse et la politique », « On aura tout vu », France Inter, 13 avr. 2019.

EN DÉPLACEMENT À LA MONGIE, E. MACRON ET B. MACRON S'APPRÊTENT À MONTER EN TÉLÉPHÉRIQUE. LE CANDIDAT INDIQUE AUX CAMÉRAS OÙ SE PLACER...



REGARDE-MOI ÇA ! C'EST LA PREMIÈRE FOIS QU'ILS SONT AUTANT EN DÉMONSTRATION ET QU'ILS NE VIENNENT VRAIMENT QUE POUR LA CARTE POSTALE...

PLUS TARD... LA JOURNALISTE REJOINT LE COUPLE MACRON AU SOMMET.



... QUEL SKETCH !



MONSIEUR MACRON, VOUS ÊTES UN PEU EN PÈLERINAGE ICI ?



JE CROIS QU'ON A RATÉ VOTRE RÉPONSE... EST-CE QU'ON PEUT REFAIRE LA MÊME MONSIEUR MACRON ?

HAHAHA !

JE SUIS SÛRE QUE VOUS POUVEZ Y ARRIVER ! JE VAIS ESSAYER DE FEINDRE LA SPONTANÉITÉ TOTALE... EST-CE QUE VOUS ÊTES EN PÈLERINAGE MONSIEUR MACRON ?

AL JAZEERA SOUS ESPIONNAGE

Selon un rapport de l'université de Toronto cité par le *Guardian* (20 déc. 2020), des dizaines de téléphones de journalistes d'Al Jazeera auraient été piratés, « vraisemblablement sur ordre des gouvernements émiratis et saoudiens ». La firme israélienne NSO, fabriquant les logiciels espions soupçonnés d'être les instruments de cette campagne d'espionnage, se défausse de leur usage sur ses clients (les États), tandis que ces derniers affirment les destiner à la lutte contre « le terrorisme et la grande criminalité ». Reste que les journalistes d'Al Jazeera ne sont pas les premiers, le *Guardian* rappelant le ciblage présumé de « journalistes marocains, dissidents politiques rwandais, personnalités politiques en Espagne, et religieux démocrates au Togo ».

NOVAÏA GAZETA, CIBLE D'UNE ATTAQUE CHIMIQUE

Le journal indépendant russe *Novaïa Gazeta* a subi une attaque chimique le 15 mars (AFP, 15 mars). L'attaque est intervenue après que trois ONG ont porté plainte contre des mercenaires soupçonnés d'appartenir à l'organisation « Wagner » et accusés du meurtre d'un Syrien en 2017. L'accusation repose notamment sur une enquête publiée en 2019 par *Novaïa Gazeta*.

RWANDA: DES YOUTUBEURS FACE À LA CENSURE

Au Rwanda, le gouvernement surveille de près les activités des journalistes-youtubeurs. Au moins quatre d'entre eux ont été arrêtés pendant le confinement du printemps 2020. Dieudonné Niyonsenga, alias Cyuma Hassan, a ainsi été arrêté pour non-respect des mesures sanitaires alors qu'il venait d'enquêter sur des accusations de viols à l'encontre de soldats chargés de faire respecter le couvre-feu. « Le nombre croissant de blogueurs et de youtubeurs est un véritable défi, car il y a un manque de compréhension et un vide juridique autour de leur travail, ce qui les rend vulnérables. Certains, qui se sont montrés critiques, ont été accusés de propager l'idéologie génocidaire et il y a eu des appels à leur arrestation », explique John Mudakikwa, directeur exécutif de l'ONG Centre rwandais pour l'État de droit (Cerular), au *Monde* (15 fév.).

ESPRIT CRITIQUE, ES-TU LÀ ?

Manifestement, la seule autocritique dont est capable la profession concerne le rythme effréné auquel elle est soumise. Et de fait, les temps et les formats courts imposent des contraintes dont découlent des conditions de travail déplorables, qui ne peuvent que nuire à l'information. Ce que le documentaire illustre à merveille à travers de nombreuses scènes qui, soit dit en passant, devraient suffire à démystifier le métier aux yeux de tout apprenti journaliste!

**“J'avais
vachement envie
de lui poser des
questions de fond”**

Ainsi de sujets réalisés au pied levé, en voiture, ordinateur sur les genoux. Ainsi d'une supérieure hiérarchique dictant à Astrid Mezmorian des commentaires plus « punchy » pour son texte d'accompagnement – « *Tusais, ce n'est pastoujours sujet, verbe, complément hein!* »

Ainsi de la panique (réelle) dans laquelle évolue la journaliste, contrainte, faute de temps, de devoir presque improviser une voix off en direct du 20h, courant « en cabine » en pleine cacophonie, entre les incessantes sonneries de téléphone et les décomptes des secondes du JT lus à haute voix... Ce marathon, Astrid Mezmorian le remet en question à plusieurs reprises. Comme dans cet échange avec son confrère JRI: — Elle: *Je dis juste que c'est déséquilibrant émotionnellement d'être tout le temps dans une sorte de surchauffe.* — Lui: *Ouais d'accord... Mais déjà un, tu as plein de métiers où tu as ça. Et deux, je t'avouerais que le métier où tu n'as aucune excitation et où l'encéphalogramme [sic] ne dépasse pas les 80 pulsations minute, ben...* — Elle: *Excuse-moi mais l'excitation, ce n'est pas proportionnel à la réflexion. Au contraire, en général, plus t'es excité, et moins tu peux penser.*

Plus tard dans le documentaire, au siège de France 2, un confrère plus aguerrri débarque à ses côtés avant de s'avachir dans un fauteuil, pieds sur le bureau. Consignes et tempo reviennent sur la table: — Lui: *Ça se passe bien ta première campagne? T'es heureuse? C'est marrant quand même...*

— Elle: *Mais oui, hyper drôle! Moi j'adore. Hyper drôle, c'est excitant! [Mais] il y a plein de déplacements où je suivais Macron, j'avais vachement envie de lui poser des questions de fond... Et en fait, je ne pouvais pas parce que déjà, t'as pas l'espace pour, et d'autre part, ce n'est de toute façon pas ce qu'attend l'édition, vu qu'on a un angle très précis [...]. Et du coup, hop! ça passe à la trappe complètement.*

Mais le film montre aussi comment ce semblant d'esprit critique est étouffé dans l'œuf, victime du surmenage, lui-même relativisé pour faire bonne figure (« *Non mais je ne me plains pas!* »), quand les

contraintes ne sont pas tout bonnement intégrées et avalisées par les professionnels eux-mêmes, entretenant le mythe de l'« adrénaline », à l'origine de « l'addiction [...] dans ce métier » : « *Le timing, c'est de la cuisine interne, c'est normal, on est là pour ça* », analyse un JRI.

Et de continuer à « faire avec », inlassablement... quitte à appliquer des consignes plus insignifiantes les unes que les autres. Alors que touche à sa fin le dernier grand raout de Macron (17 avr. 2017), la journaliste en vient à appeler le pôle communication d'« En Marche! », faute – on le comprend – d'avoir pu photographe Vincent Lindon, pour obtenir l'image qu'attendait un certain « Jeff » (Wittenberg?) à France 2. Elle ironise : « *Écoutez, c'est décisif pour la chaîne de haute information qu'est France 2. C'est pour notre rubrique Cinéma... Non je blague!* » Avant de pester en aparté : « *J'ai authentiquement l'impression de bosser pour Gala.* »

Et quand les contraintes ne dérivent pas des consignes, elles découlent d'une autre pratique : le mimétisme. Soit faire à tout prix comme les autres, être là où sont les confrères, capter le même son, écrire les mêmes choses. À l'écoute de France Info dans un voyage en voiture, Astrid Mezmorian entend que « *Macron a fait applaudir Juppé* » lors de son meeting à Talence. Et la journaliste réagit : « *Ouais, c'est quand même ça le sujet... Putain, comment je vais faire!* » Jour après jour, une telle routine tourne à la bêtise : lors d'un bain de foule en Corse, on voit la journaliste tenter ardemment de se frayer une place auprès du candidat. Il faut dire que l'enjeu est de taille : « *Monsieur Macron! Une petite question! Napoléon avait 40 ans quand il a pris le pouvoir en France, est-ce que vous espérez battre son record?* »

Et en définitive, à entendre Astrid Mezmorian parler de son propre métier, on comprend bien vite que le type de socialisation professionnelle auquel est confrontée cette diplômée de Sciences Po, comme la fréquentation – qu'elle revendique « distanciee » – des milieux favorisés qu'elle couvre, signent l'arrêt de mort de tout recul critique :

J'avais très peur qu'il n'y ait rien d'authentique, qu'on m'assène trop d'éléments de langage mais en fait, moi j'ai un peu l'impression d'aller au théâtre chaque jour. Et puis je m'amuse, parce qu'il y a quand même une dimension psychanalytique : qu'est-ce qui donne à un homme l'envie d'embrasser un destin national? Pour moi ça relève du mystère, donc ça m'attire. Et puis d'autre part, ce sont quand même des gens lettrés, cultivés, on apprend toujours quelque chose avec un homme politique. (France Inter, 13 avr. 2019)

« J'ai authentiquement l'impression de bosser pour Gala »

HONG KONG ET MACAO : CENSURES DANS L'AUDIOVISUEL

Le 19 mars, Reporters sans frontières dénonçait les « *ingérences éditoriales* » et les « *dispositifs de censures* » mis en place par les directions des groupes publics Radio Television Hong Kong (RTHK) et Teledifusão de Macau (TDM). Exemple : « *Le 10 mars, le comité exécutif de TDM a établi neuf directives enjoignant [aux] journalistes [de] ne pas critiquer les autorités. Le jour suivant, le nouveau directeur des programmes de RTHK [...] a ordonné la déprogrammation d'une émission de débats politiques moins d'une heure avant sa diffusion.* » Rappelant que Hong Kong occupe aujourd'hui le 80^e rang (18^e en 2002) de son classement de la liberté de la presse, RSF « *appelle les autorités des deux régions administratives spéciales à faire cesser ces attaques* ».

HARCÈLEMENT MORAL ET SEXUEL AU BILD

Accusé par plusieurs femmes de harcèlement moral et d'abus d'autorité, le rédacteur en chef du tabloïd allemand *Bild*, Julian Reichelt, avait été suspendu temporairement de ses fonctions, soupçonné d'avoir promu des stagiaires avec qui il avait une liaison, avant de les écarter. Selon l'enquête diligentée par le groupe Axel Springer, « *il y a eu des preuves de relations avec des employés. Cependant, aucune preuve d'abus de pouvoir n'a été trouvée, c'est pourquoi Reichelt est autorisé à reprendre son travail* » (*Der Spiegel*, 25 mars). D'après *Der Spiegel*, des femmes ont subi des pressions de la part de l'entourage de Julian Reichelt pendant l'enquête. Il devra désormais partager son poste de rédacteur en chef avec Alexandra Würzbach.

MURDOCH, MÉDIAVORE

À travers trois épisodes (d'intérêt très inégal), le documentaire « *Murdoch, le grand manipulateur des médias* » se plonge dans l'empire du milliardaire australo-américain. Du *Times* (Angleterre) à Fox News (États-Unis) en passant par le *Sun* (Australie), ses médias sont utilisés comme des leviers d'influence auprès des gouvernements. L'épisode 2 (« *La chute* ») vaut le détour, revenant sur le scandale des écoutes téléphoniques diligentées par des journalistes du tabloïd *News of the World* au cours des années 2000. Voir aussi « *Empereurs des médias, de Springer à Murdoch* » (*L'Atlas géopolitique*, Le Monde diplomatique, 2006, p. 98-99) et l'infographie associée. ■

Jusqu'à ne trouver rien à redire du monopole de l'insignifiance par rapport aux sujets de fond:

[On est aux] deux derniers mois de la campagne: les programmes sont connus, on les a décortiqués à l'antenne [sic]. Et après, c'est la joute verbale qui commence! On sent qu'on arrive vers un duel inévitable, on savait qu'il y aurait Marine Le Pen au second tour et c'est vrai qu'à la télévision, mais en fait dans tous les autres médias, [...] il y a peut-être cette guéguerre de la petite phrase, et qu'on est peut-être un peu trop là-dessus. Mais ça fait partie de la narration de la campagne.

Ou comme lorsqu'elle considère que les communicants sont « une source d'information précieuse » et se réjouit de pouvoir leur téléphoner « quand on manque d'info pour étayer et déployer un reportage avec du fond, tout en triant les éléments de langage ». Misère...

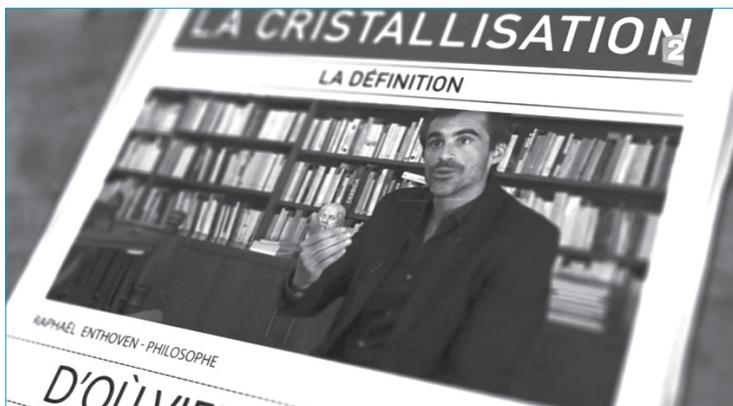
SPÉCIALITÉS DES « CHEFS »

À sa décharge, les plus haut placés ne relèvent pas le niveau. On se délecte par exemple de ce coup de téléphone, au cours duquel Nathalie Saint-Cricq, alors cheffe du service politique de France 2, formule à Astrid Mezmorian (alors en vadrouille) une demande urgente... et très informée:

Essaie de te débrouiller pour... euh... tu sais, il y a les politologues, les mecs qui disent que la cristallisation du vote, ça se fait deux mois avant. Bon, bref... Là, [Macron] est en tête dans les sondages, démerde-toi pour lui poser une question autour de la cristallisation parce que j'en ai besoin pour mon « Mot de la semaine » la semaine prochaine. [...] J'ai demandé à Hélène de le faire dire à Hamon, il faudrait que Macron le dise aussi.

La journaliste regarde la signification de cet emprunt littéraire sur son portable, parle de Stendhal au candidat Macron dans la foulée, puis (on suppose) bricole à son retour une interview très philosophique avec un spécialiste du genre, insère un extrait d'Yves Calvi sur RTL et... magie! le sujet passe au 20h (« Lexique de campagne: c'est quoi la cristallisation? », 17 avr. 2017):

4. Ces dernières citations sont extraites de l'émission d'Arrêt sur Images précédemment citée.



Ou encore cet extrait au cours duquel Nathalie Saint-Cricq (toujours...) raconte une mésaventure à ses confrères:

Ils m'ont invitée à « C dans l'air ». Je n'avais pas le droit de parler de Macron, et si je parlais de Hamon, il fallait que je dise du bien pendant le temps d'antenne. Donc au bout d'un moment je leur ai dit: « Ben je vais juste fermer ma gueule, ça va gagner du temps, ça va être beaucoup plus simple. » Et à France Inter dimanche prochain, on doit inviter des gens qui ne sont pour personne, qui ne jugent personne, mais qui parlent politique quand même... [Elle écarquille les yeux.] Tu peux prendre deux économistes par exemple, mais ils n'ont pas le droit de se prononcer. Donc je ne sais même pas si ça va être jouable.

« Comment fait-on pour prendre du recul en pleine tempête? »

Quand les chefs ne prennent pas tout simplement les jeunes journalistes pour des laquais. On admirera ainsi le sympathique

Gilles Bornstein, débarquant en trombe dans le bureau d'Astrid Mezmorian alors en plein travail: « Tu peux faire en plateau chez moi ton sujet "Avec qui gouverner?" Ce soir, à 21h10? » Alors qu'elle répond qu'elle doit en terminer avec le 20h et qu'elle se lève à 4h le lendemain, le prince insiste, en vain... avant de s'en retourner bougon.

Qu'on se le dise, les coulisses filmées de France 2 font encore moins rêver que ce que nous en laissent imaginer les contenus diffusés à l'antenne! « Comment fait-on pour prendre du recul en pleine tempête? » demandera plus tard une journaliste de France Inter à Astrid Mezmorian. La réponse semble dans la question. Et bien plus qu'une illustration d'un métier « tempétueux », le documentaire donne à voir un vaste panel de contraintes, de pratiques et de préjugés idéologiques qui mutilent chaque jour l'information – campagne présidentielle ou non. Ce qui attriste davantage, c'est l'accoutumance (par adhésion, adaptation ou résignation) de cette nouvelle recrue, qui travaillait auparavant pour un format plus « long » (« L'œil du 20h »). Et, osons le mot, son aveuglement: on tombe (presque) de sa chaise en entendant Astrid Mezmorian se déclarer « libre » en toutes circonstances, quelques secondes après avoir reconnu que « [la liberté], on ne peut pas la déployer tout le temps, il y a des moments où il faut être efficace »... Mais on ne rit (vraiment) plus quand elle se dit animée d'un « souci d'un peu d'irrévérence » et peu (voire pas) « dépossédée de [s]on travail », pour terminer en tressant des lauriers à France Télévisions, « dernier bastion de grande liberté dans le journalisme⁴ ». Cela ne nous avait pas sauté aux yeux... ■

RETOUR DE LA TERREUR À CANAL +

Récapitulons: en novembre 2020, l'humoriste Sébastien Thoen est licencié de Canal + pour sa parodie de l'émission de Pascal Praud sur CNews (également propriété du groupe Canal +). La SDJ du groupe proteste dans un communiqué, et le commentateur sportif Stéphane Guy lui apporte son soutien. Résultat: ce dernier est mis à pied. Quant aux signataires du communiqué, ils subissent depuis des pressions managériales incessantes... L'autocensure et la censure à l'ancienne se tiennent la main: en octobre 2020, *Le Monde* avait accepté de retirer, sur demande de Bertrand Usclat, un extrait de l'entretien en ligne réalisé avec ce dernier, auteur sur Canal + de l'émission humoristique « Broute »: il y expliquait qu'il n'avait pas le droit de critiquer CNews dans ses productions. Autre affaire: un sketch de l'humoriste Edgar-Yves sur Vincent Bolloré a été censuré sur la chaîne Comédie +. D'après Isabelle Roberts (*Les Jours*), il s'agissait pour le propriétaire « de faire un exemple. [...] Les journalistes de Canal ont été réunis par la direction pour carrément les menacer » (*France Info*, 30 déc. 2020). Le 21 mars à nouveau, *Les Jours* ont révélé que le documentaire de Marie Portolano *Je ne suis pas une salope, je suis une journaliste* (diffusé le 21 mars sur Canal +) a été préalablement « censuré par la direction [...] Les passages qui mettaient en cause Pierre Ménès ont été coupés. Des passages où le chroniqueur foot maison était mis face aux atteintes sexuelles qu'il a commises sur deux femmes, journalistes de sport à Canal +. La première d'entre elles, [...] Marie Portolano elle-même »...

MICHEL CYMES: QUAND ÇA NE VEUT PAS...

Dans un entretien paru dans *Le Monde* (20 fév.), le très médiatique Michel Cymes, expert santé du service public, a esquissé un *mea culpa* au sujet de ses prises de position sur le coronavirus: « Je me suis rendu compte que, depuis un an, je n'avais jamais dit "je ne sais pas" au public. On m'a toujours payé pour être l'expert qui sait et explique, ce qui fait que le jour où je me suis rendu compte que je ne savais pas, j'ai quand même fait comme si je savais. [...] Sur le Covid, je n'ai pas été à la hauteur de la confiance que les gens m'accordent. » L'excuse est bienvenue, compte tenu de ses nombreuses déclarations à l'emporte-pièce (voir « Docteur Cymes et Mister Michel », *Médiacritiques*, n° 35, p. 4). De quoi redorer son blason? Pas sûr: deux jours plus tard, Michel Cymes est accusé d'avoir plagié un billet de blog du journaliste Marc Gozlan pour son émission sur RTL... Devant l'évidence des faits, Michel Cymes a dû, une nouvelle fois, présenter publiquement ses excuses. À quand la prochaine?

LE MONOPOLY MÉDIATIQUE DES MILLIARDAIRES

Le milliardaire français Vincent Bolloré, déjà propriétaire de Canal +, CNews et C8, est entré en négociations exclusives avec le groupe Bertelsmann pour lui racheter Prisma Media (*Capital*, *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Télé-Loisirs*, *Femme actuelle*, etc.). D'après *La Lettre A* (4 mars), l'acquisition avoisinerait les 150 millions d'euros. Une paille pour ce groupe rentable et truffé d'attrape-publicités, « idéal pour l'agence Havas, autre joyau de la couronne dirigé par Yannick, le fiston [de Vincent Bolloré] » (*Le Canard enchaîné*, 23 déc. 2020). Mais ce n'est pas tout. Alors que les tractations se multiplient au sein du groupe Lagardère, *Les Jours* (8 fév.) estiment que Bolloré est « aux portes d'Europe 1 ». « L'objectif: offrir soudain un sérieux haut-parleur radiophonique à la ligne éditoriale singulièrement à droite de CNews à un an de l'élection présidentielle. » Quant au JDD et à *Paris Match*, la presse Lagardère, ils « rejoindraient *Le Parisien*, *Les Échos* et *Radio Classique* dans l'escarcelle doublée de *vision* de Bernard Arnault ». Parallèlement, Bertelsmann pourrait également mettre en vente ses groupes M6 et RTL. La famille Bouygues (TF1) et Vincent Bolloré (Vivendi) ont proposé une alliance afin de se partager le gâteau: RTL pour les premiers, M6 pour le second. Autre proposition originale: une alliance entre Xavier Niel (Free) et son beau-frère Antoine Arnault (fils de la première fortune du pays Bernard Arnault). Des nouvelles très rassurantes sur l'état de la concentration des médias.

LE FIGARO MET L'ACCENT SUR LES FAITS DIVERS

Depuis le 11 janvier, une nouvelle « cellule » de cinq personnes publie des articles de faits divers sur le site web du *Figaro*. Une « nouveauté » accueillie froidement par les élus du personnel selon *Le Monde* (5 fév.). La direction dit vouloir expérimenter de nouvelles techniques pour augmenter ses abonnements en ligne. Mais certains salariés évoquent une opération politique: « Développer la couverture des faits divers à dix-huit mois d'une élection présidentielle, cela n'a rien d'anodin [...]. Ces sujets-là, c'est vraiment "La France a peur". » ■

LE RETOUR DES MUNICHOIS

Cet extrait d'« *Au nom de la démocratie, votez bien!* », de Mathias Reymond (Agone/Acrimed, 2019), revient sur l'entre-deux-tours des élections de 2002 et de 2017, pendant lesquels les médiocrates désignèrent l'ennemi: les abstentionnistes et objecteurs de « barrage républicain »... Un barrage souvent vite oublié une fois l'élection passée¹.

Le 29 septembre 1938, Adolf Hitler, Benito Mussolini, Édouard Daladier et Neville Chamberlain signent les accords de Munich, qui livrent les Sudètes tchécoslovaques à l'Allemagne hitlérienne, dans le but d'« éviter la guerre » – avec le succès que l'on sait... Depuis, sont qualifiés de « munichois » ceux qui courbent l'échine devant les nazis, au premier rang desquels les pacifistes de tout bord². Par exemple, ceux qui doutaient de la nécessité de pilonner un pays – la Serbie – pour régler le conflit dans les Balkans furent, pour Françoise Giroud, « Les nouveaux munichois³ ». Comme, pour Alain-Gérard Slama, éditorialiste au *Figaro Magazine*, ceux qui ne souhaitaient pas voir l'Irak bombardé par une coalition menée par les États-Unis: « *C'est un mélange archaïque de tiers-mondisme et de pacifisme intégral, cristallisé dans l'antiaméricanisme. [...] Tous les démons de l'esprit munichois qui, en 1938, amenaient les intellectuels à s'écrier "Plutôt Hitler que la guerre" semblent, en l'occurrence, s'être donné rendez-vous⁴.* »

Terme plus raffiné que « collabos », « munichois » désigne aussi ceux qui, pour l'historien René Rémond, avaient voté « non » lors du référendum du 29 mai 2005: « *C'est aussi grave que Munich⁵.* » On l'a compris, toute opinion déviante, tout propos à l'encontre de ce que les médias dominants et leurs

porte-parole rabâchent seront renvoyés, en substance, à la couardise et à la courte vue qui prévalut à Munich en 1938. Au refus d'affronter les nazis. Alors, quand un « nazi » ou une « facho » est aux portes de l'Élysée, ceux qui ne se mobilisent pas et qui rechignent à se rendre dans l'isoloir sont forcément, inéluctablement, évidemment, des « munichois ».

LES « SALOPARDS » DE 2002

En 2002, tout le monde semble vouloir coopérer avec le parti de la presse. Mais, pour circonvenir tout récalcitrant, la culpabilisation est à l'œuvre: « *Mon ennemi, si j'ose dire, les gens à qui j'en voudrai dimanche prochain* », gronde Bernard-Henri Lévy le 27 avril à « Tout le monde en parle », « *c'est d'abord bien sûr les gens du FN. Et c'est aussi les abstentionnistes. Les gens qui n'iront pas mettre le bulletin de vote dans l'urne.* » C'est-à-dire, on le sait bien, le bulletin « Chirac ». Élisabeth Lévy l'applaudit aussitôt: « *Eh bien, Bernard-Henri Lévy, voilà au moins un point d'accord entre nous. Il faut aller voter, et il fallait aller voter au premier tour.* » Le 2 mai 2002, dans *Le Nouvel Observateur*, Delfeil de Ton vilipende les têtus: « *Nepas voter, c'est voter Le Pen. Voter nul, c'est voter Le Pen. Voter blanc, c'est voter Le Pen. La seule, l'unique façon de ne pas voter Le Pen, c'est de voter Chirac.* » Même refrain de Gérard Dupuy le 3 mai dans *Libération*: « *Ou bien*

1. Cela va mieux en le disant: cet article ne constitue en rien une prise de position d'Acrimed sur la manière de faire « barrage à l'extrême-droite » au second tour de l'élection présidentielle.

2. Sur ce point, lire Serge Halimi, Henri Maler, Mathias Reymond et Dominique Vidal, *L'Opinion ça se travaille. Les médias et les « guerres justes »*, Agone, 2014 [2000], spéc. p. 176 et suiv.

3. Françoise Giroud, « Les nouveaux munichois », *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} avr. 1999.

4. Alain-Gérard Slama, cité dans « Refusons la guerre », *L'Humanité*, 24 fév. 2003.

5. René Rémond, « Les matins », *France Culture*, 2 juin 2005.

on vote Chirac, ou bien Le Pen – il n’y a pas d’autre conduite possible. Le vote Le Pen peut prendre plusieurs formes, celles de l’abstention ou du bulletin blanc ou nul. »

L’ampleur des mobilisations est telle qu’il semble évident que tout le monde va voter pour le président sortant. Les réseaux sociaux n’ayant pas encore été inventés, les éventuels abstentionnistes sont inaudibles – d’ailleurs, existent-ils ? Seule Arlette Laguiller, la candidate de Lutte ouvrière, refuse de jouer le jeu de la bienséance républicaine en « n’appel[ant] pas à voter Chirac au second tour ». En réalité, elle donne une consigne assez claire, le soir du 21 avril 2002 sur TF1, en invitant « l’ensemble des travailleurs, en particulier ceux qui ont voté pour Le Pen au premier tour, à ne pas voter pour lui, car, en plus d’être un ennemi du monde du travail, il est porteur d’une idéologie qu’il faut absolument condamner ».

Mais c’est insuffisant pour les médias, sourds à la moindre esquisse de mise en discussion du seul vote possible. Le 24 avril sur Canal +, pour Bernard-Henri Lévy, « ceux qui, comme Arlette Laguiller, nous disent, c’est du pareil au même, entre un républicain et un facho, c’est blanc bonnet et bonnet blanc, ceux-là sont vraiment des salopards ».

Olivier Besancenot, pour la LCR, est plus évasif le soir du premier tour en proposant d’« organiser une résistance populaire à la montée de l’extrême droite ». C’est également très insuffisant pour Delfeil de Ton, qui commence, toujours dans *Le Nouvel Observateur*, par affirmer : « À l’extrême gauche, Laguiller, virulente, et Besancenot, cauteleux, avec leur appel à ne pas voter Chirac, appellent de fait la victoire Le Pen. »

Pendant ce temps, les donneurs de leçons distribuent les bons points... et les mauvais. À tout seigneur, tout honneur, Bernard-Henri Lévy, bien entendu, dans *Le Point*, le 25 avril : « Certains des battus (Fabius, Mamère, Hue, Strauss-Kahn) l’ont compris dès les premières minutes, et c’est leur honneur de l’avoir dit. D’autres (Besancenot, Jospin⁶) devront se reprendre, le comprendre, le dire à leur tour ; et ils devront le faire avec le minimum d’arrière-pensées, de calculs, de rancœurs. » Même « raisonnement » du côté de Bernard Guetta sur France Inter le 1^{er} mai : « Arlette mise à part, triste Arlette, la gauche n’a pas mis une journée à comprendre, des états-majors à la base, que l’adversaire politique n’est pas un ennemi, qu’il fallait porter tous les votes sur le candidat républicain resté en lice, qu’il fallait opposer un désaveu massif à l’extrême droite. »

En 2002, la vindicte médiatique contre les déviant et les grongons fut modérée parce que

ceux-ci étaient restés silencieux – ou avaient été réduits au silence –, mais aussi parce que Jean-Marie Le Pen, ayant donné pendant des décennies des gages aux franges les plus radicales de l’extrême droite, incarnait le mal politique absolu. Autrement dit, voter Chirac relevait du bon sens démocratique.

LES « DÉBILES » DE 2017

En revanche, la campagne de l’entre-deux-tours de 2017 voit naître une armée de réfractaires sur les réseaux sociaux, dans les partis de gauche, et chez plusieurs candidats éliminés au premier tour. Ce qui a le don d’énervier Franz-Olivier Giesbert : « Ne pas voter Macron, c’est voter Le Pen ! », conclut-il dans *Le Point* du 4 mai : « Quand on a la haine de l’autre, de l’Europe, du monde entier, il y a de fortes chances, à moins d’être d’extrême gauche, que l’on soit lepéniste. »

Mais, en tête de gondole des garants de la démocratie, on retrouve l’infatigable Bernard-Henri Lévy, le 27 avril dans *Le Point*, qui « ne regrette pas de n’avoir, pendant ces semaines, rien pardonné à ces gens qui, quand on leur parle de “faire barrage à Le Pen”, répondent avec leur hashtag débile “SansMoiLe7Mai” : relents antisémites, indulgence envers le salafisme ou envers les massacreurs en Syrie, les Vénézuéliens canardés par les milices exsangues de Maduro tandis que leur petit chef ajuste son béret chavo-castriste ».

Couplet déjà donné la veille dans *L’Obs* par Raphaël Glucksmann, qui manie l’analogie et la méta-

“Ne pas voter Macron, c’est voter Le Pen!”

6. Lionel Jospin avait commis la faute de tarder jusqu’au 26 avril pour envoyer aux Français son communiqué leur demandant « d’exprimer par leur vote leur refus de l’extrême droite ».



phore avec une fraîcheur enfantine: « *Les apôtres de la canne à pêche font penser aux communistes allemands refusant de choisir entre la peste sociale-démocrate et le choléra nazi. [...] Être tellement à gauche qu'on n'arrive plus à cerner le danger de l'extrême droite, voici un concept étrange. Et dangereux.* » Une majorité de sympathisants de La France insoumise ont choisi de voter blanc ou de s'abstenir? « *Bilan d'une sidérante absence de pédagogie antifasciste: 65 % des Insoumis disent ne pas vouloir voter contre Le Pen* », tweete aussitôt Edwy Plenel (2 mai).

Pour Jacques Attali, « *ceux qui se prétendraient de gauche et qui en s'abstenant ou votant blanc voteraient en fait pour Marine Le Pen feraient le malheur des plus faibles* » (Twitter, 25 avr.). Même indignation non contenue pour Fabrice Arfi, de Mediapart, qui envoie le soir même des résultats un tweet culpabilisateur: « *Les deux militants de La France insoumise qui, sur France 2, disent qu'ils vont s'abstenir contre Le Pen. La honte.* » L'onde de choc moraliste se décline aussi en dessins et en couverture de magazines.



MÉLÉNCHON, D'OÙ VENAIT TOUT LE MAL

Comme on pouvait s'y attendre, s'il y a bien quelqu'un qui centralise et cristallise la haine des journalistes, c'est Jean-Luc Mélenchon. Qu'il ait clairement stipulé qu'aucune voix s'étant portée sur son nom ne devait aller à Marine Le Pen ne suffit pas. Non plus qu'il ait pris soin d'expliquer qu'il voulait éviter – en donnant une consigne de vote – de fracturer La France insoumise, dont les membres étaient partagés entre partisans de l'abstention, du vote blanc et du vote Macron. Rien ne semble pouvoir satisfaire ses contempteurs.

Le 26 avril, pour Érik Emptaz du *Canard enchaîné*, en n'appelant pas à voter Macron dès le soir du premier tour, Mélenchon « *campe sur son non-choix ronchon* ». Psychologisation déjà diffusée sur Twitter trois jours plus tôt par Fabrice Arfi: Mélenchon « *irresponsable et aigri* »; et par Sylvain Bourmeau: « *Lamentable Mélenchon, incapable d'appeler, à titre personnel au moins, à voter contre Le Pen.* » Point de vue repris trois jours plus tard par Gérard Biard dans *Charlie Hebdo*: « *Jean-Luc Mélenchon [...] dans une séquence partagée entre ego meurtri et rancœur bilieuse, a lancé dimanche soir un "démendez-vous" bien peu républicain...* »

Le 27 avril dans *Le Point*, Bernard-Henri Lévy écrit que « *le réflexe de Mélenchon, ce soir-là, fut ignoble. Mauvais joueur... Je boude, donc je suis* ». Campé sur sa montagne, Raphaël Glucksmann s'était indigné la veille dans *L'Obs*: « *Mélenchon [...] se mure dans le silence devant l'Histoire. [Il] refuse de choisir. Et ce faisant, il choisit. Il confirme son inclination populiste et démagogique, sa fascination pour une culture politique violente, fondamentalement hostile au compromis et la nature antidémocratique de son projet.* » Dans l'éditorial du même numéro, Sylvain Courage mêle lui aussi politique domestique et psychologie sauvage: « *Macron, Le Pen ou vote blanc? Le leader des "Insoumis" refuse d'exprimer un choix de second tour. Il révèle ainsi la nature antidémocratique de son projet.* » Deux jours plus tard sur France Inter, Thomas Legrand ressasse: « *Jean-Luc Mélenchon ne semble pas gêné de voir son discours kidnappé et violenté puisqu'il encourage l'abstention (et donc les chances de Marine Le Pen) en ne disant rien de son vote. [...] Une attitude qui peut faciliter la jonction impossible, devenue envisageable, entre les deux "non" du référendum de 2005.* »

Le 29 avril dans *Politis*, hebdomadaire proche de la gauche de gauche, la journaliste Pauline Graulle ne comprend pas « *pourquoi le leader de La France insoumise s'obstine à refuser d'appeler à un vote barrage de principe contre Marine Le Pen* ». Elle se hasarde donc à un exercice de journalisme-fiction (qui allait se révéler farfelu quelques jours plus tard): « *Nourrie par un excès*

Un barrage en carton-pâte

Une fois les élections passées, qu'advient-il du « rempart contre l'extrême droite » promu par tous les médiocrates ? Sur la période allant du 1^{er} janvier au 17 mars 2019, les représentants du Rassemblement national (RN) se sont bousculés aux portillons des chaînes d'information en continu. On ne dénombre pas moins de 161 invitations sur BFM-TV, CNews, France Info ou LCI, soit plus de deux apparitions par jour en moyenne – sans parler des émissions spéciales sur la famille Le Pen (qui « fascinerait » les Français). L'omniprésence des représentants du parti d'extrême droite s'accompagne d'un traitement médiatique tout en complaisance à l'égard de Marine Le Pen, bien au-delà des seules chaînes d'info. Nathalie Saint-Cricq, cheffe du service politique de France 2, en donne une illustration édifiante dans son débriefing de « L'émission politique » (14 mars 2019) : « *Moi, je l'ai trouvée assez efficace, j'ai trouvé qu'elle avait travaillé [...]. On a eu quelqu'un d'assez consensuel et qui était dans le constat et finalement son constat, on pouvait le partager, et c'était une sorte de constat mainstream [...], globalement, elle est hyper dédramatisée.* » Elles sont bien loin les grandes leçons de morale de l'entre-deux-tours...

de confiance, l'attitude de Mélenchon pourrait alors donner plus d'eau qu'il ne l'imagine au moulin de cette fameuse "abstention différentielle" conduisant à ce que le FN ait, en valeur absolue, plus d'électeurs que Macron. Finalement, Le Pen l'emporterait le 7 mai de la même manière que Trump l'avait emporté face à Clinton. Et le coupable serait dès lors tout trouvé... » D'ailleurs, n'était-il pas déjà tout trouvé pour Politis et Pauline Graille ?

Le 27 avril, Frédéric Vézard, du *Parisien*, résume sobrement le point de vue des éditeurs : « *En désertant brutalement le jeu démocratique, [Mélenchon] crée un appel d'air inespéré pour Marine Le Pen.* » Deux jours plus tard, sur France 2, les chiens de garde de l'émission « On n'est pas couché » aboient plus fort que le reste de la meute :

— Laurent Ruquier : *Mélenchon, c'était bien de piquer les électeurs de Marine Le Pen au premier tour, mais ça aurait été mieux de ne pas aller les lui rendre au second tour. [...] La VI^e République, ce n'est pas pour demain, mais un deuxième Vichy, ça peut être dans huit jours.*

— Yann Moix : *Il a une responsabilité énorme. Si Marine Le Pen passait, il aurait à rendre des comptes. [...] Il nous a prouvé qu'il n'était ni démocrate, ni républicain. Je tombe des nues. [...] On s'aperçoit que c'est un petit dictateur de carton-pâte. [...] C'est indigne de tout ce que j'imaginai sur lui.*

— Pierre Bénichou : *Il s'est conduit comme une nullité à partir des résultats du premier tour. Il est devenu un ennemi de la démocratie.*

Enfin, au lendemain de la consultation des membres de la FI et de l'intervention de Mélenchon sur TF1, Edwy Plenel l'accuse sur Mediapart d'être un « *apprenti sorcier* ». Puis il développe : « *Jean-Luc Mélenchon, qui, comme d'autres auraient fait du plomb avec de l'or, a transformé un indéniable succès collectif [...] en défaite personnelle. [...] Le sectarisme, l'exclusive, l'intolérance n'ont jamais servi les idéaux de l'émancipation, de l'égalité et de la fraternité. Il n'y a pas, à gauche, de détenteurs de la vraie croix, légitimes à excommunier tout contradictoire ou tout dissident.* » Tout comme il n'y a pas de journaliste détenteur de la vérité électorale, fondé à dicter leur comportement tant aux responsables politiques qu'aux électeurs.

Nous aurions pu poursuivre en commentant les élucubrations de Jean Birnbaum dans *Le Monde* du 2 mai, qui, au cours d'un texte interminable, assimile le comportement de Mélenchon à celui du Parti communiste allemand en 1933 – un parallèle historique qu'on refuserait même dans une copie de terminale – avant de proposer une conclusion cocasse : « *La fin du "front unique" antifasciste marque l'enterrement de cette sensibilité antitotalitaire. Simultanément, elle signe la victoire posthume d'un certain esprit stalinien.* » Mais on se contentera de citer pour finir celui qui allait rejoindre Macron au poste de porte-parole de la présidence, Bruno Roger-Petit, qui s'envolait déjà le 27 avril dans *Challenges* : « *En refusant de choisir entre Macron et Le Pen, Mélenchon est devenu l'idole de la droite identitaire tout en étant salué par le FN.* »

Autant de textes redondants et interchangeable qui travestissent, voire falsifient le choix du leader de la FI de ne pas trancher l'équation électorale qui lui était imposée à l'issue du premier tour. Une attitude qui peut se discuter mais qu'un journaliste ne saurait se contenter de renvoyer à une supposée indignité.

Sans compter que les grandes âmes médiatiques qui disqualifient toute position alternative à la leur ont l'indignation singulièrement sélective : ni Les Républicains refusant d'appeler explicitement à voter Macron ni Nicolas Dupont-Aignan ralliant Marine Le Pen et signant un accord de gouvernement avec le FN n'eurent à subir avec une telle ampleur l'opprobre de tout le système médiatique. ■

“Les deux militants de La France insoumise qui disent qu'ils vont s'abstenir contre Le Pen. La honte.”

Fabrice Arfi

PRÉSIDENTIELLE 2022: SUR FACEBOOK, NICOLAS DUPONT-AIGNAN FAIT UN CARTON

PRÉSIDENTIELLE 2022: XAVIER BERTRAND A RENCONTRÉ NICOLAS SARKOZY

Présidentielle 2022 : Najat Vallaud-Belkacem ne dit pas "non" à une candidature

Présidentielle 2022 : l'hypothèse François Baroin refait surface chez Les Républicains ▽

Présidentielle 2022 : Nicolas Sarkozy met un pied dans la porte

Présidentielle 2022: comment les socialistes de Taubira s'organisent pour préparer leur candidature

Présidentielle 2022 : Hollande n'a «pas perdu» la «flamme» de l'«engagement»

2022 : FRANÇOIS BAROIN PRÊT

Présidentielle 2022: Xavier Bertrand ou la stratégie de l'arc républicain

BIGARD CANDIDAT EN 2022 : MENACE OU FARCE ?

Présidentielle 2022: Christian Jacob exhorte ses militants à aller chercher «la victoire»

Présidentielle 2022 : le général de Villiers suscite des attentes

Présidentielle 2022 : la droite "a faim" et n'a "pas de divisions de fond", assure Dati

Saint-Étienne : le maire Gaël Perdriau réfléchit à la présidentielle de 2022

Présidentielle 2022. Ségolène Royal sera candidate « si cela s'avère utile »

Éric Zemmour, invité surprise de la présidentielle 2022 ?

Présidentielle 2022 : Gérard Larcher, faiseur de rois à droite ?

Election présidentielle 2022 : le "oui" de Michel Barnier

Présidentielle 2022 : Cambadélis prêt à se présenter à des primaires

Présidentielle 2022. Éric Piolle, le maire endureur et déterminé

2022
LÂCHE
CHEV

"Je ne peux pas être absent en 2022 ?

INTERROGÉ SUR LA PRÉSIDENTIELLE DE 2022, ÉDOUARD PHILIPPE BOTTE (ENCORE) EN TOUCHE

Présidentielle 2022 : avec les écolos et LR, Montebourg fait du tout-terrain

Présidentielle 2022 : le centriste Jean-Christophe Lagarde veut être candidat

Présidentielle 2022 : comment David Lisnard, maire de Cannes, veut peser à droite

« Je ne serai pas candidat » : Benoît Hamon zappe la présidentielle 2022

UN DESTIN RÉGIONAL

VIDEO. Présidentielle 2022 : Anne Hidalgo toujours prête à "prendre sa part" mais "chaque chose en son temps"

Présidentielle 2022: le médecin et élu LR Philippe Juvin se "prépare"

Présidentielle de 2022 : la Macronie se méfie de la candidature d'Anne Hidalgo

Le Mans. Présidentielle 2022 : Stéphane Le Foll prépare un livre

LA GAUCHE DÉJÀ PERDANTE POUR 2022 ?

Présidentielle 2022 : la droite cherche la définition d'un «candidat naturel»

Présidentielle 2022 : la candidature de Mélenchon ne semble pas séduire

Présidentielle 2022 : les bons conseils de Borloo aux ténors de la droite

Présidentielle 2022 : Jean-Marie Bigard annonce le retrait de sa candidature

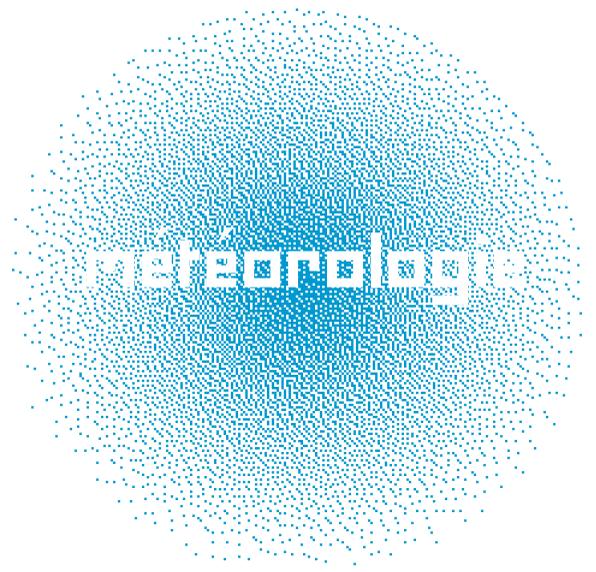
Présidentielle 2022: Xavier Bertrand accélère pour écraser le match

Présidentielle 2022. Laurent Joffrin met 100 propositions sur la table

Présidentielle 2022 : la gauche apparaît très affaiblie à 15 mois du scrutin, selon notre sondage

Présidentielle 2022 : La candidature de Xavier Bertrand sème la zizanie chez Les Républicains

Présidentielle 2022 : Jacline Mouraud annonce sa candidature



LES INCITATIONS RAVAGEUSES DES SONDAGES

Cet extrait de notre livre *Tous les médias sont-ils de droite?* (Syllepse, 2008), revient sur la sondomanie aiguë dont les grands médias sont saisis à l'approche des échéances présidentielles...

Coproduits par les médias et les spécialistes, mais aussi par les équipes de campagne des candidats et par les candidats eux-mêmes, les sondages satisfont les intérêts bien compris des premiers et les croyances plus ou moins illusoire des seconds. Reste à prendre la mesure des effets de cette coproduction.

Premièrement, la sondomanie a des effets sur la campagne elle-même, qu'elle contribue à dépolitiser. Comme le souligne Patrick Lehingue, le commentaire incessant des fluctuations des courbes de sondage se fait « au détriment des enjeux économiques ou sociaux qu'une campagne électorale se devrait de décanter, de hiérarchiser et de traduire en propositions programmatiques¹ ». Autrement dit, on assiste à « une véritable redéfinition en actes de ce qu'est un scrutin, des fonctions qu'il doit remplir, du rôle que doivent jouer les campagnes électorales² ». Ainsi, « seule "l'issue" (qui sera le vainqueur ? le vaincu ? le 3^e homme ?) importe, et ce que les anglo-saxons nomment les "issues" (les enjeux) tendent à être éclipsés par cette couverture médiatique en termes de course de petits chevaux³. »

**La sondomanie
a des effets sur la
campagne elle-même,
qu'elle contribue
à dépolitiser**

Focalisés sur l'issue du premier tour, même quand la liste des candidats n'est pas connue, ces sondages sont du même coup focalisés sur l'affrontement au second tour des candidats susceptibles d'arriver en tête. Les sondologues se protègent en répétant qu'il s'agit de photographies et non de prédictions. Mais

la publication à une fréquence élevée et longtemps à l'avance de sondages qui opposent les deux candidats potentiels ou déclarés des deux principales formations politiques tend à accréditer la perspective de leur affrontement inévitable.

Mi-avril 2006, un sondage Ipsos-Le Point annonçait un avantage pour Ségolène Royal sur Nicolas Sarkozy (51 % contre 49 %). Quelques jours plus tard, un sondage TNS-Sofres-Unilog annonçait un avantage de Nicolas Sarkozy sur Ségolène Royal (51 % contre 49 %). Début juillet, selon un sondage Ifop-Paris Match (7 juil. 2006), Ségolène Royal battait Nicolas Sarkozy au second tour (51 % contre 49 %). Mais un autre sondage annonçait immédiatement après un résultat exactement inverse (Ipsos-Le Point, le 12 juil. 2006)⁴.

Si le résultat d'un tel battage n'est pas garanti (Lionel Jospin l'a appris à ses dépens en 2002), les par-

1. Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, éditions du Croquant, février 2007, p. 245.

2. *Ibid.*, p. 241.

3. Entretien avec Nicolas Ethève paru dans *La Marseillaise*, 16 avr. 2007.

4. Alain Garrigou, *L'ivresse des sondages*, La Découverte, 2006, p. 94.

5. *Ibid.*, p. 94.

tis et les citoyens se voient ainsi invités à avaliser l'identité des « principaux » candidats et leur ordre d'arrivée « normal » au premier tour puisque, comme l'explique Alain Garrigou, « les duels purement fictifs sont ainsi de moins en moins perçus comme fictifs, tant la répétition donne de la consistance aux anticipations⁵. »

Mais si « les jeux sont faits », à quoi bon jouer et, *a fortiori*, débattre ? Or les jeux ne sont pas faits et, au grand désespoir des sondeurs, les électeurs n'accréditent pas systématiquement ce que les fictions sondagières leur suggèrent.

Quoi qu'il en soit, les sondomaniaques s'emparent de ces photographies pour construire la trame narrative de leurs commentaires, à l'affût des moindres variations qui témoigneraient de l'évolution de l'opinion ou de possibles rebondissements. Pendant la campagne, presque chaque semaine, à la Une du *Journal du dimanche*, un titre adossé à un sondage Ifop annonce ainsi un nouvel épisode de la compétition. Échantillon : « Les trouble-fête » (Le Pen et Bayrou, 29 oct. 2006) ; « Hulot : l'enquête choc » (5 nov. 2006) ; « Au coude-à-coude » (Royal et Sarkozy, 3 déc. 2006) ; « La surprise Hulot » (7 janv. 2007) ; « La tentation Bayrou » (28 janv. 2007) ; « La présidentielle est-elle jouée ? » (18 fév. 2007) ; « Royal-Sarkozy à nouveau au coude-à-coude » (25 fév. 2007) ; « François Bayrou à égalité avec Ségolène Royal » (11 mars 2007) ; « Sondage : léger mieux pour la candidate socialiste » (18 mars 2007) ; « Bayrou : le coup d'arrêt ? » (25 mars 2007) ; « Pourquoi il monte... » (Sarkozy, 8 avr. 2007) ; « Ségolène : le nouvel espoir » (15 avr. 2007). Jusqu'à la dernière semaine précédant le premier tour du scrutin, le suspense est maintenu. Mais ce n'est pas tout...

Deuxième aspect, la sondomanie fonctionne comme une invitation adressée aux électeurs à se déterminer non en fonction des projets (les enjeux) mais en fonction des scores escomptés. C'est d'ailleurs ce que reconnaissent, dans *Le Monde*, le 30 mars 2007, deux valeureux serveurs de la sonde, Roland Cayrol et Stéphane Rozès de l'institut CSA, dans une tribune sobrement intitulée « Plaidoyer pour les sondages ». À les

“Grâce au sondage, le citoyen peut mesurer, en toute responsabilité, le poids de son vote personnel.”

Un sondeur

lire, la critique des sondages est sous-tendue par un violent rejet du système démocratique. Et surtout : « Grâce au sondage, le citoyen peut mesurer, en toute responsabilité, le poids de son vote personnel. Ceux qui crient haro sur les sondeurs, ne se méfieraient pas, plutôt, de l'opinion ? » « Mesurer le poids de son vote personnel » ? Vraiment ? Et est-ce le plus important ?

Peu importe à nos sondeurs si la mesure est d'autant plus aléatoire que l'on est éloigné de la date du scrutin et si la spéculation des électeurs sur la cote des chevaux engagés dans la compétition peut les éloigner des débats de fond... Qui peut croire ne serait-ce qu'un instant que l'incitation sondagière à voter, non en fonction de ses convictions, mais en fonction de calculs électoraux fondés sur des sondages, peut favoriser une politique de transformation sociale digne de ce nom ?

Enfin, et peut-être surtout, la sondomanie incite les formations politiques à choisir leurs candidats et à profiler leur campagne en fonction des résultats des sondages. Les instituts de sondage ne sont pas seulement des témoins extérieurs de la compétition électorale. Ils en sont des acteurs qui, soutenus par la glose des journalistes, contribuent à sélectionner les candidats et à orienter les débats, à grand renfort d'interprétations biaisées. Ainsi, la plupart des journalistes politiques ont présenté, parmi l'ensemble des



MARSEILLE: EXIT FRANCK FERRAND!

Franck Ferrand, historien fétiche de la droite réac passé par Europe 1, Radio Classique, « Les grosses têtes », et désormais chroniqueur hebdomadaire de CNews, n'animera plus le podcast « Marseille sans galéjade! », commandé du temps de la très droitière mandature de Jean-Claude Gaudin. « *La récente arrivée du présentateur chez Valeurs actuelles a convaincu l'adjoint à la culture [...] de faire retirer la série des plateformes de diffusion* », lit-on dans Marsactu, journal local d'investigation. La nouvelle mairie, désormais dirigée par une coalition de gauche, fait le tri après vingt-cinq années d'entre-soi politique et médiatique.

L'EMPAILLÉ CONTRE LA DÉPÊCHE

« Imposture à tous les étages » titre *L'Empaillé*, qui se paye une nouvelle fois *La Dépêche du Midi*. Le canard y recense les casseroles du clan Baylet: abus de biens sociaux, harcèlement, favoritisme, passé collaborationniste du groupe... Sans oublier d'épingler son « *monopole stalinien sur la presse régionale* ». Des « *journaux [...] sabrés de l'intérieur* » où se joue un « *appauvrissement de l'information en général* ». Rien n'échappe au journal aveyronnais, qui concurrence désormais son puissant cousin avec une nouvelle édition disponible dans (presque) toute l'Occitanie.

EN PARLANT DE LA DÉPÊCHE...

Mediacités (édition toulousaine) relate un conflit sous-jacent entre le SNJ du groupe La Dépêche et Laurent Benayoun, directeur de l'édition Tarn-et-Garonne du quotidien éponyme. En cause, un billet dans lequel ce dernier défend la maire LR de Montauban, Brigitte Barèges, récemment condamnée à de la prison avec sursis et à une peine d'inéligibilité pour détournement de fonds publics. Le journaliste Laurent Benayoun s'interroge sur « *la pertinence morale d'une décision qui met un terme brutal à une carrière politique* ». Sa carrière médiatique, en tout cas, se porte bien: Brigitte Barèges n'a pas coupé à la tournée des radios du coin (France Bleu, Radio Totem). « Cancel culture », quand tu nous tiens! ■

prétendants à l'investiture du Parti socialiste, Ségolène Royal comme la candidate de « l'opinion ». Par une heureuse coïncidence, elle fut aussi la candidate des principaux commentateurs, communiant, de gauche à droite, dans la désapprobation de l'archaïsme du PS, dans les railleries convenues sur les « éléphants » du parti ou encore dans la nécessité pour le PS « *de s'ouvrir davantage à la société, à tenir compte des sondages, des médias* » (Gérard Grunberg du Cevipof, *Libération*, 17 nov. 2006). Sans doute Ségolène Royal n'est-elle pas une simple créature des sondages et des médias. Mais les médias et les sondages incitent à prendre pour critère du choix du « meilleur candidat » celui qui a « le plus de chance de l'emporter » en fonction de résultats de sondages qui n'ont guère de signification plusieurs mois avant l'élection, comme l'avait déjà

montré la promotion sondagière de Balladur en 1995. C'est ce que relève fort justement Alain Garrigou:

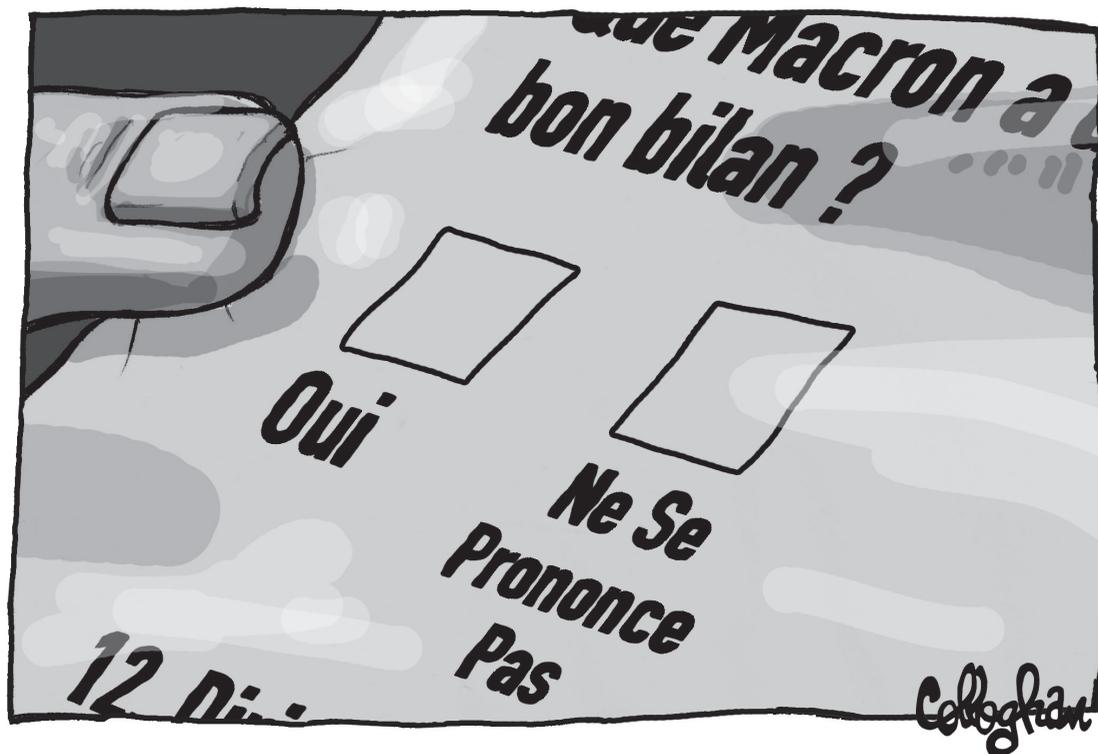
S'il est toujours difficile de se réclamer de bons résultats dans les sondages pour prétendre à l'investiture, ces informations sont assurément dans tous les esprits. Elles commandent des ralliements sans le dire. À moins que cela soit devenu une manière de mettre en scène la politique. On l'a vu en France au printemps 2006 (et ensuite): après

un nouveau sondage opposant Ségolène Royal à Nicolas Sarkozy avec un score de 51 % contre 49 % (Sofres-Le Figaro, 26 avr. 2006), les réactions politiques étaient reprises par la presse et, le même jour, des dirigeants du Parti socialiste annonçaient leur soutien à la candidate. La coïncidence était peut-être fortuite, mais la dépêche de l'Agence France Presse n'en donna pas le sentiment en annonçant le ralliement de trois présidents de conseil régional dans la même dépêche que le résultat du sondage Sofres⁵.

Avec les sondages préélectoraux effectués plusieurs mois avant une élection, c'est, en fait, la logique de l'audimat qui est appliquée à la vie politique. On mesure des applaudissements sans nécessairement savoir ce qu'ils signifient et à quoi ils s'adressent. On pousse les candidats potentiels à faire le cirque devant les caméras pour tenter d'agir sur un score largement illusoire dans l'espoir de se faire plébisciter par les adhérents.

Les équipes des candidats sont obnubilées par l'évolution des courbes d'intention de vote publiées par les médias ou par les résultats des sondages qu'elles font réaliser pour leur propre compte. Cette focalisation conduit à une politique du « coup » qui renforce

**Proposer, en guise
de projets répondant
aux besoins de
leurs électeurs, des
réponses calibrées
en fonction des
sondages.**



le caractère feuilletonesque de la campagne. Ce qui est vrai des sondages d'intention de vote l'est également des sondages d'opinion qui prétendent établir « ce que l'opinion pense » des candidats eux-mêmes, de leur capacité à résoudre les problèmes les plus divers (et, plus rarement, des propositions qu'ils avancent dans ce but). Ces sondages-là incitent les candidats (et les formations politiques qui les soutiennent) à proposer, en guise de projets répondant aux besoins sociaux prioritaires de leurs électeurs, des réponses calibrées en fonction... des résultats des sondages.

Les instituts de sondage ont réussi à imposer aux petits mondes journalistique et politique (et bien au-delà) l'idée que « l'opinion publique » serait réductible à leurs mesures et qu'il serait légitime de réduire, en son nom, le périmètre du débat politique autorisé. Cette croyance partagée se traduit par une véritable addiction des professionnels de la politique. Ainsi à la suite de l'investiture de Ségolène Royal, l'un de ses porte-parole, Julien Dray, aurait expliqué : « *Il faut essayer de donner à manger à tous les sondeurs. Ce sont eux qui orientent les analyses politiques des journaux*⁷. » D'après *Les Échos* du 1^{er} août 2007, « *la candidate socialiste a dépensé plus que son concurrent en enquêtes et sondages (836 807 euros), contre 527 800 pour l'UMP* ». Comme en 2002 puisque, selon Alain Garrigou, Lionel Jospin avait été le candidat le plus gour-

mand en sondages (pour 630 000 euros contre 580 000 pour Jacques Chirac) quand Jean-Marie Le Pen, lui, n'avait pas commandé de sondages⁸.

Qui peut être assez aveugle ou assez cynique pour prétendre que la sondagite – cette maladie qui frappe simultanément les instituts, les médias et certains responsables politiques – serait devenue une forme supérieure d'élaboration d'une politique « de gauche » ? Qui peut croire, en particulier, qu'il soit indifférent que les thèmes de campagne soient choisis en fonction des verdicts des sondages d'opinion, au détriment des programmes (quand les programmes eux-mêmes ne sont pas élaborés en fonction des sondages d'opinion) ?

On l'aura compris : pour éviter les mauvaises surprises, mieux vaut ne pas confier le choix des candidats à « l'arbitrage » des sondologues des instituts ni à celui des sondomaniaques des médias. Pour éviter que le sens du débat public ne soit capturé par ces amateurs de compétition sportive, peut-être faudrait-il se méfier des sondages. Leur ingérence dans le choix des candidats et dans l'évaluation des débats n'est, par elle-même, ni un gage de démocratie ni une garantie d'efficacité électorale. Bien au contraire. Et cela d'autant moins que la construction médiatique de personnages présidentiables contribue, un peu plus, à effacer les enjeux de l'élection présidentielle. ■

6. *Ibid.*, p. 93.

7. D'après Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, *La Femme fatale*, Albin Michel, 2007, p. 121.

8. Alain Garrigou, *op. cit.*, p. 116.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE JACQUES ATTALI

Il est des figures qu'on ne se lasse pas de retrouver année après année, livre après livre, de matinale radio en tribune de presse et de talk-show vespéral en chronique hebdomadaire. Jacques Attali est évidemment de ceux-là. À l'instar de Jean-Pierre Elkabbach ou d'Alain Duhamel, il semble être depuis toujours dans le paysage médiatique. La parution de son dernier opus, *Histoire des médias*, en est une nouvelle confirmation. Alors qu'Acimed tente, depuis 25 ans et en quelques milliers d'articles, de démonter les mécanismes du fonctionnement médiatique, notre auteur se propose modestement de condenser 5 000 ans d'histoire des médias en 500 pages. Il était sans doute le seul à pouvoir accomplir ce tour de force. Qu'il nous soit permis, dans les lignes qui suivent, de broser le portrait d'un essayiste hors pair.

MARATHONIEN DES MÉDIAS

L'admiration mutuelle entre Jacques Attali et les médias est ancienne, mais toujours recommencée. Et les preuves d'amour ne manquent pas. Que l'on en juge à l'aune

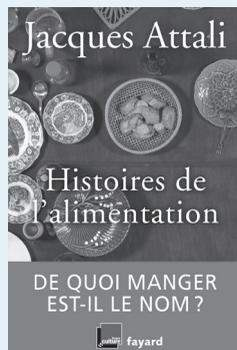
de la mobilisation sans faille autour de son dernier livre: le service public radiophonique l'a invité pas moins de quatre fois en l'espace de quelques semaines; sur France Inter, il fut même accueilli deux fois la même semaine, d'abord par Sonia Devillers dans « L'instant M » (18 janv.) puis dans la matinale du week-end par Éric Delvaux (24 janv.), « La bande originale » de Nagui (16 mars) et France Culture (22 janv.) venant compléter son tableau de chasse. Notre penseur ne fut pas vraiment maltraité ailleurs puisqu'il put également compter sur la bienveillance de TMC (via l'émission « Quotidien » de Yann Barthès), du JT de France 3, de Canal+, France 5 (« C à vous »), TV5 Monde, LCI, mais également France Info, la RTBF, Europe 1, *Le Télégramme*. Et on en oublie sans doute...

L'EXPERTISE AU PLURIEL

Depuis toujours, Jacques Attali conjugue l'expertise au pluriel. Plus encore qu'à ses déclarations inspirées, on reconnaît un vrai éditocrate au nombre de ses casquettes. Sur France Inter, Sonia

Devillers décrit son hôte en ces termes: « *Intellectuel, économiste, conseiller du pouvoir, banquier* ». C'était oublier ses autres attributs, que des confrères prirent parfois la peine d'égrener, d'« enseignant » à « éditorialiste » en passant par la variante « conseiller des puissants ». De multitâche à toutologue, il n'y a souvent qu'un pas, qu'Attali franchit allègrement... par exemple lors de son passage sur Canal+, face à Yves Calvi, où après avoir évoqué son dernier opus – promotion oblige – il n'hésite pas à deviser successivement sur les bandes de jeunes, le vrai et le faux, le bien et le mal, le moral des Français (sondages à l'appui), la crise économique à venir, et autres considérations d'actualité ou de toute éternité.

On ne fut guère surpris de l'entendre, deux semaines à peine après le début du premier confinement, nous offrir son diagnostic et ses lumières sur le monde de demain (santé, éducation, écologie, alimentation, recherche, etc.). Car un bon expert est souvent un grand prophète. Et Attali est aussi cet oracle: si l'on ne compte plus les références à l'art divinatoire dans son œuvre ou ses interventions (depuis sa *Breve Histoire de l'avenir* jusqu'à *La Crise, et après?* en passant par *Vivement après-demain!*), notre écrivain a pu étonner dernièrement, en annonçant sans trembler l'avènement prochain de « *l'âge des hologrammes* ». C'est que non content d'être un analyste lucide du présent, Jacques Attali est aussi celui du futur. Même si c'est loin de marcher à tous les coups¹!



UN CONCERT DE LOUANGES

On l'aura deviné : dans un monde médiatique bien constitué, les passages innombrables de Jacques Attali ne pouvaient générer qu'éloges et dithyrambes. À propos de son *Histoire des médias*, le vocable « passionnant » fut ainsi repris quasi unanimement – il est vrai qu'il figurait en quatrième de couverture du livre. Mais c'était encore un peu court. Sonia Devillers, notamment, n'y alla pas avec le dos de la brosse à reluire : « *Le livre de Jacques Attali va sortir en librairie mercredi. Une "Histoire des médias". 5 000 ans en 500 pages. Une somme aérée, fluide, très facile à lire. [...] Jacques Attali s'est retroussé les manches. Je vous prévient. Son analyse, passionnante, n'est pas pessimiste, elle est apocalyptique.* » Rien que ça. C'est peu de dire que l'accueil fut généralement chaleureux – « extraordinaire », « captivant » et « passionnant », donc, furent les adjectifs les plus employés –, nous donnant presque des remords de n'avoir pas pris la peine de lire cet énième chef-d'œuvre. André Bercoff et Cécine Alonzo, animateurs de Sud Radio, achevèrent de polir la statue Attali, parlant de « *cette formidable "Histoire des médias" qui est quand même étonnante* », ou encore d'une « *plongée fascinante dans le monde de l'information* ». On comprit mieux leur émoi lorsque nos deux présentateurs lui donnèrent du « Jacques », et que « Jacques », en retour, répondit tout naturellement à « [s]on vieil ami André ». Étrange familiarité estimeront certains ; simple sens de l'accueil diront les autres.

GIROUETTE POLITIQUE ET INTELLECTUELLE

La caractéristique ultime du penseur tout terrain est une plasticité idéologique à toute épreuve. Ici encore, Jacques Attali fait figure de modèle. Ex-conseiller de François Mitterrand, il fut missionné par Nicolas Sarkozy pour « libérer la croissance » à la fin des années 2000, avant de murmurer à l'oreille de François Hollande. Co-découvreur, avec Alain Minc, de l'actuel président de la République, il juge à l'automne 2019 que « *globalement, le mandat de Macron est une réussite* ». Membre du

Siècle et dirigeant d'ONG, il combine sans états d'âme dîners d'élite et lutte contre la pauvreté. Hier chantre du marché et de ses mille vertus, il milite aujourd'hui pour le démantèlement des Gafam via l'intervention d'un État fort, capable de réglementations strictes. Bien sûr, on pardonnera à celui qui déclarait tout récemment « *Je suis libéral au sens politique, mais s'il s'agit d'être favorable à l'économie de marché pure et dure, non, ça n'a jamais été mon état d'esprit, j'ai toujours pensé comme ça* » d'avoir la mémoire et les valeurs qui flanchent. Rappelons simplement que vingt ans en

arrière, le même disait tout aussi fermement : « *La libéralisation des échanges est une nécessité. Elle doit se poursuivre.* » Ainsi va la souplesse d'un alchimiste.

Une chose est sûre, toutefois : quand BHL n'aura plus rien à dire et que Michel Onfray se sera tu, il restera fort heureusement Jacques Attali. Éternel héraut de la pensée en zigzag et chou-chou des médias. ■

1. Lire Mathias Reymond, « Jacques Attali, l'insubmersible imposteur », *Les Éditeurs*, La Découverte, 2009.



LOI «SÉCURITÉ GLOBALE»

DÉSINFORMATION, MODE D'EMPLOI

ROUTAGE

« Désinformation par omission »: ainsi avons-nous qualifié le traitement que BFM-TV et LCI avaient réservé aux manifestations du 21 novembre 2020, première journée de mobilisation nationale contre la loi Sécurité globale¹. Le service public a-t-il fait mieux?

Du 15 au 29 novembre, nous avons observé le 20h de France 2 et le 8h de France Inter, deux des tranches d'information les plus suivies. Dans le journal matinal de la radio publique, la couverture relative à la loi Sécurité globale totalise 14 minutes, soit un peu plus de 6 % de la durée totale. Un temps en réalité concentré sur quelques jours: aucune mention du sujet, par exemple, pendant quatre jours après la mobilisation du 21 novembre. Sur France 2, on y consacre environ 8 % du temps total des 20h. Là encore, on distingue deux périodes, que délimite en réalité l'« affaire Michel Zecler ». Avant la publication, le 26 novembre, par Loopsider, des images du passage à tabac de ce producteur de musique parisien par des policiers, le temps consacré à la loi Sécurité globale ne dépasse jamais les 3 minutes. Du 26 au 29 novembre, on compte une moyenne d'environ huit minutes par soirée². Quoi qu'il en soit, les deux journaux ont donc réservé un certain temps d'antenne à la proposition de loi Sécurité globale. Mais pour en dire quoi ?

L'unique aspect de la loi traité par les deux rédactions concerne en réalité l'article 24.

DE QUELQUES ANGLES MORTS

Une proposition de loi? L'unique aspect de la loi traité par les deux rédactions nationales concerne en réalité l'article 24 et lui seul³. Les autres dispositions problématiques (surveillance par drones, nouveaux pouvoirs en faveur de la police, privatisation de la sécurité, etc.) bénéficieront d'un temps d'antenne nul sur France 2, et dérisoire sur France Inter. Le 28 novembre, on apprend ainsi au 8h d'Inter que « *le NPA, les communistes, la France insoumise considèrent qu'au-delà de l'article 24, l'utilisation de drones, de caméras de surveillance dans des lieux privés, mais aussi le schéma national du maintien de l'ordre, qui n'est pas dans la loi, doivent être retoqués.* » Pourquoi ? On n'en saura rien. Non plus que des autres collectifs qui s'y opposent, au premier rang desquels la coordination « StopLoiSécuritéGlobale », avec laquelle la société des journalistes de... France Inter s'est mobilisée.

Que le mouvement social ait lui-même mis l'accent sur l'article 24 ne justifie pas que le reste de la loi soit passé sous silence. D'autant qu'expo-

1. Lire sur notre site « Loi Sécurité globale: BFM-TV et LCI désinforment par omissions », 26 nov. 2020. Le présent article est quant à lui une synthèse de « Loi SG: les angles morts de l'information sur France Inter et France 2 » (15 janv. 2021) et de « Loi SG: désinformation, mode d'emploi sur France Inter et France 2 » (20 janv. 2021).

2. Durée qui comprend donc aussi le traitement de l'affaire Zecler proprement dite. En décembre, le temps consacré au projet de loi retombe très rapidement pour avoisiner... le zéro!

3. Sur cet article, lire la tribune cosignée par Acrimed: « Interdiction de diffuser les images des policiers: le droit d'informer est en danger » (10 nov. 2020).

ser une proposition de loi par le menu semble bel et bien dans les cordes des journalistes de France Inter, qui ont par exemple consacré, le 18 novembre, près de quatre minutes aux différents articles du projet de loi sur le « séparationisme ». Un temps que n'atteindra jamais le moindre sujet sur la loi Sécurité globale...

France Inter réussit l'exploit de ne jamais faire entendre aucun des membres de la Coordination.

Une coordination ? La coordination « StopLoiSécuritéGlobale », qui rassemble à l'origine la Ligue des droits de l'Homme, l'intégralité des syndicats de journalistes et différentes associations, pour compter finalement plus de 70 structures (SDJ, Gilets jaunes, exilés, etc. – et même Acrimed!), est un acteur collectif majeur au sein de la mobilisation. C'est sans doute la raison pour laquelle téléspectateurs et auditeurs n'entendront jamais prononcer son nom durant la période observée! Fâcheux oubli, *a fortiori* quand des journalistes en sont partie prenante! Mieux encore: sur ses quinze journaux de 8h, France Inter réussit l'exploit de ne jamais faire entendre aucun des membres de la Coordination, même à titre individuel!

Une mobilisation nationale ? Sur France Inter, l'absence de reportages en régions caractérise en effet la période, à une seule exception près: le 29 novembre, on entendra une manifestante de Périgueux durant quelques secondes. Même constat sur France 2: hormis le 17 novembre, où quelques images des manifestations organisées en dehors de Paris sont diffusées, des reportages sur les mobilisations en région sont introuvables.

Des violences ? Si un tournant se dessine dans la foulée de la publication des vidéos du tabassage de Michel Zecler, les jours précédents (15-25 nov.) se caractérisent par l'absence de traitement des violences policières. Sur France 2, le 17 novembre, Anne-Sophie Lapix s'interroge sur la possibilité de montrer ces violences policières dans son lancement, mais le reportage ignore les nombreuses violences policières de la manifestation du jour même. Le 19 novembre, elle se contente d'un simple commentaire, entre deux reportages, informant le téléspectateur qu'un journaliste de France 3, Tangi Kermarrec, a été interpellé et que sa rédaction condamne cette « restriction des droits de la presse ». Le 21 novembre, Laurent Delahousse pratique lui aussi le service minimum, ne rapportant que « quelques incidents [ayant] eu lieu en fin de journée ».

Sous-entendu: à l'initiative des manifestants. Le téléspectateur ne saura donc rien d'un autre type d'« incident », rien de moins que le passage... d'une cinquantaine de journalistes. Quant au 20h du 24 novembre, s'il mentionne bien les violences lors de l'évacuation de la place de la République, aucun lien n'est fait avec la loi Sécurité globale ni avec les restrictions qu'elle impose au droit d'informer.

Focalisation sur l'article 24, parisiano-centrisme, invisibilisation de la coordination, silence sur les violences: nombreux sont donc les angles morts de nos valeureux informateurs du service public. Quant au fond, les SDJ de nombreux médias étant mobilisées contre la loi Sécurité globale, on aurait pu espérer un meilleur traitement que celui réservé d'ordinaire aux contestations sociales. *A fortiori* sur les médias de service public. Espérance déçue, dans bien des cas: sursis à l'égard du gouvernement, obsession pour la cuisine politicienne et dénonciation des violences (des « casseurs »...) sont au menu.

SUIVISME, CADRAGE ET ÉLÉMENTS DE LANGAGE

Les premiers sujets que France 2 consacre à la proposition de loi Sécurité globale sont construits selon le cadrage qu'en propose le gouvernement lui-même. Le tout premier d'entre eux, en date du 15 novembre, est à cet égard assez édifiant: le reportage présente la loi comme une réponse à des menaces auxquelles doivent faire face les policiers. Soit l'exact storytelling du gouvernement. La rédaction de France 2 fait même du zèle: le sujet s'ouvre ainsi sur le cas d'une CRS témoignant d'insultes et des menaces reçues après la publication sur Facebook d'un cliché d'elle, pris dans une manifestation trois ans plus tôt. Un fait divers plein d'émotion (« Elle est obligée de déménager pour sa sécurité »), que France 2 utilise comme un tremplin: le reportage enchaîne en exposant les principales dispositions de la loi comme autant de solutions légitimes et concrètes à ce type d'acte délictueux... Ce que confirme le secrétaire général de l'Unsa-Police, à qui France 2 tend le micro pour faire le lien entre la proposition de loi et l'assassinat de deux policiers à Magnanville, en 2016. Nombreux sont pourtant les journalistes à avoir déconstruit la pertinence d'une telle référence, centrale dans la communication de Gérald Darmanin lui-même: « L'enquête ouverte après le drame [de Magnanville] n'a pas établi de lien avec la diffusion d'images ou d'informations personnelles du couple [de policiers] sur les réseaux sociaux » (20 Minutes, 17 nov. 2020).

« DETTE »

« *Économistes égarés* » pour François Lenglet (LCI, 8 fév.), « *dépensiers ataviques* » selon Agnès Verdier-Molinié¹ (*Les Échos*, 15 fév.), « *bisounours de la dette perpétuelle* » d'après Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 4 mars): voilà quelques-uns des sobriquets dont nos experts médiatiques affublent les partisans d'un non-remboursement de la dette publique contractée pendant la crise sanitaire. Et notamment les 150 économistes qui, dans une tribune au *Monde* (5 fév.), ont demandé l'annulation des 2 500 milliards d'euros empruntés à la Banque centrale européenne, avant d'être contredits quatre jours plus tard dans l'édition... du *Monde* (9 fév.): « *C'est à se demander pourquoi personne n'y avait pensé avant. Mais, comme toutes les évidences, l'idée risque de se heurter à la réalité. Sa mise en œuvre pourrait créer plus de désordre qu'elle ne résoudrait de problèmes.* »

Si le débat existe donc parmi les économistes, les grands médias en donnent un reflet déformé. En commençant par surexposer les chantages de l'orthodoxie. Le 7 février, la présidente de la BCE Christine Lagarde part en campagne: le matin en Une du *JDD*, le soir en « *invitée exclusive* » de BFM-TV. Entre-temps, l'AFP recycle son entretien à l'hebdomadaire: « *L'annulation de la dette Covid est "invisageable"* », placarde-t-on de RTL au *Figaro* en passant par *Ouest-France*.

Hébergée en continu par les médias, Agnès Verdier-Molinié est elle aussi sur le pied de guerre. « *Annuler la dette Covid? Cela semble si simple! Sauf que c'est interdit par les traités européens* », sermonne-t-elle dans *L'Obs* (28 janv.). C'est même une proposition « *scandaleuse et mensongère* », attaque-t-elle dans *Les Échos* (15 fév.) « *Cet argent n'est ni gratuit ni magique: il*

faudra payer », tonne-t-elle encore dans *FigaroVox* (21 fév.). « *Qui peut croire que, tous les ans, la BCE va racheter toutes les dettes de la France? Cela n'a aucun sens!* », insiste-t-elle dans *Ouest-France* (12 fév.), avant de préconiser son régime habituel: « *Passer la vitesse supérieure en matière de réformes structurelles: réforme des retraites, de l'assurance-chômage, des minima sociaux [...] et surtout, surtout, remettre le plus rapidement la France au travail.* »

Les journalistes « *éco* » sont également au diapason. Sur LCI (15 fév.), le chef du service économique de TF1 François-Xavier Pietri s'emporte: « *En 2021, la dette, ça va représenter 122 % du PIB [...]. J'ai fait le calcul, ça fait 39 000 euros pratiquement par Français, y compris les bébés!* » Autant dire que l'annulation est vite balayée: « *Pas très sérieux.* » Même jour, même chaîne, le duo

BFM-TV (23 mars), Nicolas Doze s'étonne même d'un débat « *lunaire* » à l'Assemblée: « *Le titre du débat m'a fasciné! C'était "Dette publique: la payer ou l'annuler"! [...] Aucun parlement au monde ne s'est posé la question dans ces termes-là.* »

On le voit, une manière insidieuse d'enterrer le débat consiste simplement à ne jamais inviter aucun partisan de l'annulation. Ainsi d'un sujet au 20h de France 2 (« *Que faire pour le remboursement de la dette Covid?* », 10 fév.), dans lequel le non-remboursement, partiel ou total, n'est même pas une option. Tout juste apprend-on, dans les dernières secondes, que « *certains plaident même pour la suppression d'une partie de la dette Covid* ». Mais on ne les entendra pas... À défaut, Alexandra Bensaïd signe le rappel à l'ordre en plateau: « *Laisser filer la dette indéfini-*



Pujadas-Lenglet se donne la réplique: l'annulation de la dette, une question « *incongrue?* », demande le premier. Le second dirait même plus: « *bébête* » et « *saugrenue* ». Avant d'ironiser: « *On appelle la patronne de la BCE et on lui dit: "Chère amie, vous pouvez vous asseoir sur 2 500 milliards d'euros?"* »

Tonalité identique sur France Inter (5 fév.) où Dominique Seux, raillant un « *débat très français* », sonne l'alarme: « *[L'annulation] ira probablement de pair avec une crise politique tellement énorme que l'euro a peu de chances d'y survivre.* » Sur

ment, ça nuit aux jeunes, ça contrarie nos voisins allemands, et ça nous fragilise, peut-être pas aujourd'hui, ni demain, mais après-demain. » Et c'est pourquoi les médias dominants prêchent sans trêve ni repos leur catéchisme économique, aujourd'hui comme hier, demain, et sans doute après-demain. ■

1. Présidente du think tank ultralibéral Ifrap. Lire, sur le site d'Acrimed, « *Agnès Verdier-Molinié, ou la "pédagogie" à coups de marteau: "sus à l'hôpital public!"* », 15 avr. 2020.

Les journaux de service public, qui revendiquent ces dernières années un engagement contre les *fake news*, n'en relaient pas moins les « arguments » de la majorité, et eux seuls, sans jamais s'embarrasser d'enquêtes à même d'en évaluer la pertinence. Le 21 novembre, sur France Inter, après un remarquable lancement (« Article 24, le plus controversé [...] : le gouvernement a reculé, l'a modifié. Des garanties pour le droit d'informer »), un sujet nous fait entendre Christophe Castaner, introduit par Hélène Roussel qui évoque un « *rétropédalage dans les règles de l'art* » puisque « *aucun policier aucun gendarme n'est autorisé et ne sera autorisé à empêcher quelqu'un de filmer* » : le ministre de l'Intérieur *Gérald Darmanin* a dû amender l'article ». Et Roussel de conclure : « *Il faut désormais, c'est écrit comme ça, une "intention manifeste" pour être sanctionné.* »

“Le gouvernement aura vraiment tenté de donner des gages à sa majorité, à toutes les oppositions aussi.”

Il suffit pourtant de savoir que la police s'emploie, alors même que la loi n'est pas encore adoptée, à limiter les possibilités de couvrir librement les manifestations, comme de nombreuses entraves dûment documentées par des journalistes en témoignent, pour douter des bonnes intentions affichées par le gouvernement et de ce qui « *est écrit comme ça* ». Mais il en va autrement sur le service public, où l'information semble d'abord guidée par deux grands principes. Premièrement : ce qui ne vient pas du camp gouvernemental n'existe pas. Deuxièmement : l'exécutif est « à l'écoute », cherchant à dialoguer avec l'opposition – au mépris, parfois, des faits. En bon perroquet, le journaliste Jean-Baptiste Marteau peut ainsi affirmer en duplex pour France 2 le 20 novembre que « *le gouvernement aura vraiment tenté de donner des gages à sa majorité, à toutes les oppositions aussi* ». À sa majorité, sans doute ; à « *toutes les oppositions* », certainement pas.



BRUITS DE COULOIRS ET CUISINE POLITICIENNE

Sur France 2 comme sur France Inter, la mobilisation et l'examen du projet de loi sont vus au travers des lunettes « politiciennes » avec lesquelles les rédactions traitent l'actualité. Au 20h de France 2, le téléspectateur assiste à l'interminable mise en scène d'une « bataille » au sein de la majorité. La pastille « L'histoire secrète » diffusée le 23 novembre en est l'exemple le plus frappant. À partir de témoignages anonymes et de citations « off » de députés en colère, de rumeurs de « recadrages » et autres « passes d'armes » entre collaborateurs de Matignon ou du ministère de l'Intérieur, le reportage entend révéler les « secrets » et les « coulisses » d'une semaine « pendant laquelle Gérard Darmanin a crispé jusque dans son propre camp »... Et les journalistes de répéter les « petites phrases » crispées de la majorité. Manœuvres, couacs, imbroglios, tensions et polémiques: voilà « l'info » – et notons que même dans des sujets dédiés à la « crise » que traverserait LREM, la parole de l'opposition reste inaudible: la déstabilisation de la majorité commentée... par elle-même!

Du débat parlementaire à l'Assemblée nationale, il ne sera presque pas question. Seules quelques envolées de Gérard Darmanin sont rediffusées lors du 20h. Et sur la période étudiée, deux

reportages seulement (possibles réformes de l'IGPN et de la police, 27 et 29 nov.) abordent un tant soit peu le fond. Idem sur France Inter, où la rédaction n'a d'yeux que pour la majorité... même pour en dire n'importe quoi. Le 26 novembre, Florence Paracuellos constate ainsi que « l'ancien sarkozyste [Gérard Darmanin] domine l'actualité [...] ». Voilà [un événement] qui pourrait bien réveiller la gauche du gouvernement », avant de céder la parole au journaliste Maxence Lambrecq, qui n'hésite pas: « Une aile gauche majoritaire [sic] mais quasiment inaudible jusqu'ici. [...] L'aile gauche a obtenu la réécriture de l'article 24 [...] elle vient de se renforcer avec l'arrivée de Clément Beaune, ministre des Affaires européennes très proche d'Emmanuel Macron. » Que 220 députés En Marche (81 % du groupe) aient deux jours plus tôt voté en faveur de l'article 24 à l'Assemblée

n'y change rien: dans le monde des journalistes d'Inter, il existe une « aile gauche majoritaire » à LREM – et on y consacre une chronique!

Le 27 novembre, rebelote: alors que l'affaire Michel Zecler ouvre le journal, la rédaction s'intéresse au « gouvernement [qui] envoie son message de fermeté ». L'auditeur est ainsi gratifié d'une rediffusion des propos de Gérard Darmanin et de Gabriel Attal, respectivement tenus dans le JT et l'émission « Vous avez la parole », tous deux retransmis sur France 2 la veille au soir. Puis, le chef du service politique de France Inter, Yaël Goosz scrute à son tour les pinaillages... de la majorité: un collègue de Gérard Darmanin, Richard Ferrand et un tweet de Christophe Castaner. Ou comment une rédaction de service public se convertit en antichambre de la majorité, branchée en direct sur les comptes Twitter du gouvernement et à l'affût de « clashes » entre deux sous-ministres...

LE MESSAGE « BROUILLÉ » DES MANIFESTANTS

Conséquence directe: l'opposition, ses positions sur le fond, et le mouvement social dans son ensemble sont marginalisés. Sur France 2, si le gouvernement a le droit à un long direct dans le JT du 26 novembre, l'opposition doit se contenter, pour sa part, de quelques secondes montées ici et là⁴, condamnée à n'évoquer que des bribes de la loi ou à formuler un bref désaccord avec l'exécutif, aux dépens d'un argumentaire un tant soit peu développé. Le 28 novembre, si un reportage interroge trois manifestants en plus d'une ancienne

policière, deux avocates et Edwy Plenel, leurs témoignages n'excèdent jamais neuf secondes chacun!

C'est encore pire sur France Inter. En quinze jours, les opposants invités à s'exprimer sont au nombre de... deux: Julien Bayou (EELV) – dont on retransmet une trentaine de secondes d'interview (21 nov.) – et une militante associative manifestant à Périgueux (26 secondes dans le journal du 29 nov.). On l'a dit, aucun membre de la Coordination ne sera invité à s'exprimer dans le journal de la radio publique au cours de ces deux semaines. Précisons tout de même que deux minuscules citations de Yannick Jadot et d'Olivier Faure seront lues à l'antenne le 28 novembre (le NPA, le Parti communiste et la France insoumise sont mentionnés le même jour). De quoi rire (jaune) lorsque le 29 novembre,

**“Il ne faudra pas
pour autant résumer
cette journée à ces
violences!”**

dans un sujet traitant de la manifestation parisienne quasi exclusivement sous l'angle de la violence des « casseurs », la journaliste déplore des « images [qui] ne font que brouiller le message des manifestants ». Un « brouillage » que le journal de 8h a lui-même efficacement mis en place, quinze jours durant, en refusant de leur donner la parole...

UN « TOURNANT ZECLER »?

Du 15 au 25 novembre, on l'a dit, les violences policières – que ces dernières concernent de simples citoyens, des journalistes indépendants et même, dans une certaine mesure, des journalistes venant de médias « classiques » – sont quasi absentes du paysage médiatique. Le 26 novembre, avec l'affaire Michel Zecler, un changement de ton s'opère dans le JT de 20h de France 2, et Anne-Sophie Lapix se montre inhabituellement pugnace lors de l'interview avec Gérard Darmanin. Mais si l'agression de Michel Zecler met de nouveau les violences policières au premier plan et relance le traitement médiatique de l'article 24 (et de lui seul...), le naturel revient au galop. Le 28 novembre, l'unique reportage sur la manifestation contre la loi Sécurité globale se clôt sans surprise par une mention à sens unique des violences – celles des manifestants. Le correspondant conclura son duplex par un désormais traditionnel: « Il ne faudra pas pour autant résumer cette journée à ces violences »! Il faudra attendre le lendemain pour que soit évoqué le témoignage du photographe indépendant Ameer Al Halbi, violemment matraqué par la police le samedi précédent. Avec Laurent Bortolussi, ils seront les deux seuls journalistes indépendants à témoigner – et à figurer tout court – dans le JT en quinze jours.

Sur France Inter, on peut à peine parler de « tournant Zecler ». Certes, le tabassage fait l'ouverture du 8h le 27 novembre. Mais la rédaction conserve les automatismes du journalisme de préfecture: « Est-ce que c'est le racisme qui a déclenché ce déchaînement de violences dans l'affaire qui nous intéresse? Qu'en dit-on dans les rangs de la police, Emmanuel? » Réponse d'Emmanuel, bien en rang: « Les enquêteurs de la police des polices vont quand même devoir déterminer, malgré tout, ce qui s'est passé juste avant la séquence filmée, à quel point le producteur de musique a fait de la résistance passive pour justifier au moins l'usage de la force. »

Quelques jours plus tôt, après l'évacuation de la place de la République – dont le journal de 8h précise aimablement qu'elle a été effectuée « sans ménagement » –, la présentatrice annonce que « le parquet de Paris lance des investigations sur des violences com-

Sérieux incidents lors de la manifestation contre la loi sécurité globale à Paris #AFP



4:09 PM - 5 déc. 2020 - TweetDeck

mises par des policiers contre un migrant et un journaliste ». S'ensuit un focus sur le préfet de police Didier Lallement, certes peu flatteur, mais au cours duquel le journaliste choisit de relayer des lectures complotistes de l'évacuation: les associations auraient monté un coup! « Cette manifestation est surtout qualifiée de manœuvre politique par [l'entourage de Didier Lallement], avec très peu de migrants en réalité. "Un piège, d'accord, mais ils ont plongé comme des bleus", commente un patron de syndicat d'officiers. » Pourquoi relayer de telles accusations diffamatoires? Les journalistes de France Inter ne jugeant en outre pas utile d'apporter un semblant de contradiction, l'auditeur désinformé pourra en conclure que les exilés, soutiens et associations ont « cherché », « souhaité » voire « provoqué » les violences policières, et que tous ont probablement été ravis de s'être fait violenter.

La mobilisation contre la loi Sécurité globale s'est heurtée aux biais et pratiques journalistiques habituels en la matière, et le 20h de France 2 comme le JT de 8h sur France Inter présentent un bilan peu flatteur: information parisiano-centrée, rachitique, marginalisant l'opposition, suspendue à la parole gouvernementale et coincée dans les coulisses de la majorité pour en sonder les états d'âme et en écrire la chronique des moindres gestes. Au détriment d'une information de qualité, qui privilégierait par exemple les sujets de reportages documentant le fond des dispositions de la loi – et ceci, alors même que de nombreux journalistes se sont déclarés ouvertement hostiles à la proposition de loi. Illustration de l'influence respective des journalistes et de leurs chefferies sur la ligne éditoriale, et des faibles marges de manœuvre dont les premiers disposent quant aux angles des sujets commandés par les secondes. ■

4. Laurent Bortolussi (Line Press, 15 nov.), Guillaume Tusseau (professeur de droit à Sciences Po, 22 nov.) et Emmanuel Poupard (secrétaire général du SNJ, 22 nov.) bénéficient respectivement de 13 secondes, 12 secondes et 18 secondes. Arié Alimi, de la LDH, aura 9 secondes (17 nov.), et Edwy Plenel, de Mediapart, 8 secondes (28 nov.).

■ **BFM-TV**, 4 janvier: « *Nutella dément la rumeur selon laquelle il réduirait la taille de ses pots* ». Surchauffe au service « enquête » de la chaîne d'info.

■ **TF1**, 4 janvier: à propos de la vaccination, « *certains expliquent cette lenteur par le scepticisme des Français* ». Audrey Crespo-Mara, journaliste d'investigation.

■ **France 2**, 6 janvier: « *Italie: la neige, mais pas de ski...* ». Les marronniers n'ont pas de frontière.

■ **CNews**, 7 janvier: « *Donald Trump, responsable mais pas coupable!* ». Au lendemain de l'attaque du Capitole, Sonia Mabrouk lutte contre les amalgames.

■ **France 2**, 11 janvier: « *L'administration de la santé, c'est un État dans l'État, noyauté par les syndicats*. » Un complot dévoilé.

■ **BFM-TV**, 18 janvier: « *Couvre-feu: des bienfaits insoupçonnés* ». BFM-TV: des méfaits soupçonnables.

■ **BFM-TV**, 8 février: « *La France déteste les riches?* » Pour contrebalancer, Alain Duhamel est (toujours) là pour les défendre.

■ **Le JDD** au chevet de Macron (janvier-mars)

■ **CNews**, 14-17 février: « *Les universités en proie à "l'islamo-gauchisme"?* »; « *Islamo-gauchisme à l'université: un tabou?* »; « *Les ravages de "l'islamo-gauchisme" à l'université* »; « *L'islamo-gauchisme gangrène l'université* ». La chaîne Bolloré en campagne.

■ **C8**, 18 février: « *Isabelle Balkany rejoint l'équipe de BalanceTonPost en tant que chroniqueuse* ». Spécialité « police-justice » ?

■ **CNews**, 5 mars: « *Nicolas Sarkozy condamné: où sont les preuves?* » Pascal Praud fait appel.

■ **Elle**, 6 mars: « *Elisabeth II: elle ne pourra pas découvrir l'interview de Meghan et Harry avant sa diffusion* ». Qui a dit que les médias snobaient l'international ?

■ **RMC**, 19 mars: « *Quand on prendra du recul, on se dira: "Cette crise a été formidablement bien gérée!"* » Quand Nicolas Bouzou surpasse Alain Duhamel.

■ **BFM-TV**, 24 mars: « *Islamisme: les Verts naïfs ou complices?* » Après les « Khmers verts » d'Yves Calvi et les « fanatiques moralisateurs » de CNews, le retour du terrorisme écologiste.

■ Gilles Bouleau, mon amour de journaliste!

À écouter le présentateur du 20h de TF1, invité de « Remède à la mélancolie » sur France Inter le 21 mars, Acrimed serait au bord du chômage technique: « *Je pense [...] que les journalistes en France – je ne dis pas ça pour défendre ma boutique – par exemple la presse écrite, elle fait vachement bien son métier!* » Mais plus encore? « *C'est-à-dire que si je lis le matin Le Figaro, Libé et puis après l'après-midi Le Monde et entre-temps, Le Parisien, bah quand même!* » Bah quand même quoi? « *Ce que je lis est étayé, [...] est le fruit d'un travail! Je le dis souvent aux jeunes journalistes: lisez la presse écrite, elle est très bien faite. Coupez votre téléphone portable! Arrêtez le site de trucmuche et de machin!* »

Bouygues vous garde, délivrez-vous de la critique! Écoutez la berceuse du Bouleau: « *Les journalistes sont humains, ils sont faillibles, mais tous ceux que je connais, de toutes obédiences, de toutes couleurs politiques, sont honnêtes intellectuellement. Oui, moi je me trompe, [...] mais si je me trompe, c'est en toute bonne foi, j'essaie de me corriger.* » Comme ce 10 janvier 2019, lorsque son spécialiste « police-justice » Georges Brenier déclarait en plateau, après deux mois de manifestations des Gilets jaunes: « *Il n'y a pas eu, à première vue en tout cas, de bavure, pas de mort, pas de blessé grave.* » Mais rien n'entrave l'enthousiasme de Gilles Bouleau: « *Écoutons la radio! Regardons la télé!* » Basta la mélancolie! Acrimed à la niche! ■



ANTONIO GRAMSCI, CRITIQUE DES MÉDIAS?

Les références à Gramsci se multiplient, de la part de personnalités de tous horizons politiques, pour appeler à mener, dans les médias, la « bataille des idées » et gagner le consentement des classes populaires. Les écrits du théoricien communiste sur le terrain des médias sont pourtant loin de se résumer à ce cliché. Retour sur la richesse et parfois l'actualité de ses analyses avec Yohann Douet, philosophe et spécialiste de Gramsci.

Acrimed: Dans ses *Cahiers de prison*, Antonio Gramsci s'intéresse au rôle politique de la presse dans l'Italie de l'entre-deux-guerres. Il décrit notamment comment les grands journaux contribuent, de différentes manières, à la domination de la bourgeoisie. Pourriez-vous nous en dire plus sur cette analyse critique du rôle politique des médias ?

Yohann Douet: En prison, Gramsci analyse effectivement les médias, et principalement la presse, en lien avec l'idée d'hégémonie (politique et culturelle) bourgeoise, c'est-à-dire avec la manière dont la bourgeoisie suscite et organise un certain consentement au système social où elle est dominante. Le regretté André Tosel, brillant spécialiste de Gramsci, a écrit un article riche et complet sur « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci » [*Quaderni* n° 57, 2005, p. 55-71], et il emploie l'expression (qui ne se trouve pas telle quelle chez l'auteur des *Cahiers*) « d'appareil d'hégémonie médiatique ».

La presse peut exercer sa fonction hégémonique de plusieurs manières. Pour préciser cela, Gramsci établit une distinction entre deux idéaux-types: d'un côté, une presse d'opinion, lue par les membres des classes dominantes, et dont la ligne politique est en

accord avec leurs intérêts; de l'autre, les journaux d'information populaires, de mauvaise qualité, à destination des classes subalternes.

Je parlerai d'abord de la presse d'opinion. Elle est destinée à des individus éduqués et traite de questions directement politiques. Elle permet aux différentes positions en présence au sein de la classe capitaliste (et, dans une moindre mesure, des propriétaires terriens) de se confronter, et permet par là aux classes dominantes de s'unifier relativement d'un point de vue politique même si leurs intérêts économiques peuvent être en partie discordants.

Gramsci analyse longuement le cas du *Corriere della Serra*, quotidien qui est aujourd'hui le plus lu d'Italie. Sans être exclusivement un journal d'opinion, puisqu'il offre aussi une information de qualité, ce journal édité à Milan est, à l'époque de Gramsci, lié aux industriels du textile du Nord. Il défend ainsi des positions politiques qui correspondent aux intérêts de cette fraction de la bourgeoisie (notamment le libre-échange, contre le protectionnisme en vigueur à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle et qui favorisait plutôt l'industrie lourde). Mais il traite également de problèmes fondamentaux de la structure sociale italienne dans son ensemble, comme les problèmes du Mezzogiorno (le Sud pauvre et dominé

par le Nord), que les rédacteurs du *Corriere* souhaitent voir résoudre dans le sens d'une plus grande intégration et d'un plus grand équilibre entre le Nord et le Mezzogiorno. Ce journal élabore bien une ligne politique (opposée en l'occurrence à celle du gouvernement). En organisant le débat en son sein, ou en polémiquant contre d'autres journaux voire contre le gouvernement lui-même, un tel journal d'opinion permet ainsi une confrontation politique entre différentes fractions des classes dominantes, à l'issue de laquelle certains compromis peuvent se dessiner.

Gramsci écrit en ce sens qu'« un journal, ou un groupe de journaux » peuvent jouer le rôle d'un « état-major du parti organique » (C7, §37, p.286¹), c'est-à-dire traduire les intérêts communs d'un groupe social (intérêts communs qui définissent un « parti organique ») en ligne politique. Ce rôle de coordination et d'élaboration politique, ou si l'on veut cette fonction d'« intellectuel collectif² » de la bourgeoisie, revient tout particulièrement à la presse lorsqu'il n'existe pas de parti « formel » (c'est-à-dire de parti politique au sens courant) qui exprimerait ses intérêts: c'était précisément le cas en Italie à l'époque de Gramsci, où les hommes politiques représentant les classes dominantes étaient en général des notables locaux n'appartenant pas à de véritables organisations politiques dotées de programmes clairs.

Dans quelle mesure est-il possible de réactualiser cette analyse dans le contexte d'aujourd'hui? Pourrait-on dire aujourd'hui qu'un grand quotidien comme *Le Monde* joue un rôle similaire, du moins d'« état-major » sinon de fabrique d'une ligne politique? André Tosel semble abonder dans ce sens dans son article. Plus récemment, en 2018, Jean-Luc Mélenchon pointait du doigt le « parti médiatique » comme son principal adversaire, en citant Gramsci. Qu'en pensez-vous?

S'agissant du *Monde*, cette suggestion est intéressante, mais je ne suivrais peut-être pas Tosel ici. Nous ne sommes pas dans la situation italienne du début du XX^e siècle: les élus nationaux appartiennent presque tous à des partis politiques qui sont dotés de programmes formulés publiquement (même s'il est nécessaire de nuancer cela en rappelant qu'il n'y a plus véritablement de partis de masse en France, que les programmes ne sont pas fidèlement respectés, que les élus peuvent aussi être des notables locaux, etc.). Les différentes options politiques de la bourgeoisie peuvent donc être défendues par différents partis

“D'un point de vue gramscien, l'idée de “parti des médias” doit être critiquée.”

« formels » (allant au moins du PS au FN). Certes, *Le Monde*, grâce à la position centrale qu'il occupe dans le champ de la presse et à sa réputation de journal de référence fournissant une information de qualité, suscite un relatif consensus au sein du lectorat aisé des journaux quotidiens. Mais je pense qu'aucun journal, ni même groupe de journaux, ne joue, par les positions qu'il défend ou les débats qu'il ouvre, de rôle fondamental dans l'élaboration des lignes politico-idéologiques correspondant aux intérêts les plus généraux des classes dominantes; ce sont plutôt des relais de conceptions dont la source est ailleurs. Par exemple, et si on laisse de côté les partis, c'est plutôt au sein des cabinets ministériels ou dans différents *think tanks* que des analyses et projets néo-libéraux poussés sont produits.

En ce qui concerne le « parti médiatique », par cette expression Jean-Luc Mélenchon désigne la ligne politique que défendraient la quasi-totalité des médias: une ligne qui serait notamment favorable au néo-libéralisme austéritaire et à l'Union européenne telle qu'elle existe. Le fait que la quasi-unanimité des éditorialistes se soient déclarés en faveur du oui au référendum de 2005 sur la Constitution européenne est un exemple frappant, qui semble donner raison à Jean-Luc Mélenchon.

D'un point de vue gramscien, l'idée de « parti des médias » doit cependant être critiquée. D'abord, il s'agit moins des médias en tant que tels (et donc des simples journalistes qui font surtout un travail d'information) que de leur frange la plus dominante, à savoir les éditorialistes, chroniqueurs, experts, présentateurs, etc. Ensuite, parler de « parti des médias » suggère que les médias en tant que tels seraient une force politique autonome et défendant une ligne propre – force qu'il conviendrait de combattre. Or pour Gramsci ils doivent être pensés dans leur lien à des classes ou fractions de classe: il faudrait peut-être donc plutôt parler, non d'un parti des médias, mais d'une expression médiatique (éditorialiste) de la bourgeoisie néolibérale.

1. Je renvoie à l'édition française Gallimard des *Cahiers de prison* (1978-1996). J'indique le numéro du cahier (C), le numéro de la note (S) puis la pagination dans le volume concerné.

2. Pour employer une expression souvent attribuée à Gramsci, mais qui vient en réalité de son ancien camarade et de son successeur à la tête du PCd'I (1926-1964), Palmiro Togliatti (1893-1964).

Repères

Antonio Gramsci (1893-1937) est l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie (PCd'I puis PCI à partir de 1943) en 1921, qu'il a ensuite dirigé entre 1924 et 1926. Il a été arrêté par le régime fasciste en 1926, et c'est en prison qu'il a mis sur le papier, à partir de 1929, ses réflexions les plus importantes, jusqu'à ce que sa santé le contraigne à interrompre ce travail en 1935. Ce sont ces notes que nous connaissons aujourd'hui comme les *Cahiers de prison*.

Avant son emprisonnement, le journalisme a été une activité centrale pour lui. C'est avec le journalisme qu'il a commencé la lutte politique en 1914. Et, au cours de son parcours politique, il a fondé et dirigé plusieurs journaux, dont *l'Ordine nuovo*, qui a eu un rôle décisif pour le mouvement des conseils d'usines de Turin en 1920, et *l'Unità* (1924), qui a été le quotidien du PCI tout au long de son histoire (et qui a fermé en 2017).

Il est bien entendu nécessaire de critiquer les idéologies diffusées par les médias dominants, ainsi que les biais induits par la manière dont l'information ou les débats sont traités : mais cela signifie qu'il faut transformer le monde médiatique, voire le révolutionner, non que « les médias » seraient une force politique qui devrait être vaincue comme dans le cas de partis racistes, réactionnaires ou pro-capitalistes. Enfin, comme on l'a dit, la presse d'opinion au sens où l'entendait Gramsci, c'est-à-dire capable de jouer le rôle d'intellectuel collectif (ou d'« état-major ») pour les classes dominantes, n'existe pas véritablement aujourd'hui. Les médias, même s'ils servent les intérêts des classes dominantes, sont moins un lieu d'élaboration de conceptions politiques que le moyen de diffusion d'idéologies élaborées ailleurs.

Vous l'évoquiez, Gramsci ne s'en tient pas à analyser la presse d'opinion, destinée à un lectorat bourgeois. Il se penche également sur le rôle de la presse populaire...

Oui, et c'est sans doute son analyse des journaux d'information ou populaires – le second idéal-type distingué par Gramsci – qui est la plus utile pour penser les médias aujourd'hui. Contrairement à la presse d'opinion dont le rôle est d'homogénéiser politiquement et idéologiquement les bourgeois, la presse d'information est différente, destinée à un lectorat populaire, et ne défend pas ouvertement des positions politiques. Il s'agit surtout de donner un contenu simple aux groupes subalternes, dans un

but d'abord commercial, mais avec pour effet de les maintenir dans leur situation de subalternité.

Le journal d'information type, s'il est facile à lire, est généralement de mauvaise qualité, et il met l'accent sur les faits divers, les chroniques locales, les romans-feuilletons, etc. Il « offre quotidiennement à ses lecteurs les jugements sur les événements en cours en les ordonnant et les rangeant sous diverses rubriques » (C8, §110, p.310), c'est-à-dire cadre l'information d'une manière biaisée. Plus encore, il communique de nombreux clichés et préjugés, en particulier nationalistes.

Ce type de presse favorise l'hégémonie des classes dominantes à plusieurs égards. Elle constitue une diversion (faits divers violents, etc.), qui détourne les subalternes d'une réflexion sur leur situation socio-économique concrète. Elle donne une image distordue de la réalité sociale dans son ensemble, qui empêche d'identifier et de combattre les sources véritables de l'exploitation et de la domination. Et elle contribue à diffuser au sein des classes populaires des idéologies nationalistes, racistes, etc., ainsi qu'un sentiment fataliste faisant penser qu'il est impossible de modifier l'état de choses existant.

Même s'il faut en général éviter de plaquer les analyses de Gramsci sur la situation contemporaine, le parallèle avec les chaînes d'information saute ici aux yeux ! Non seulement en raison du traitement biaisé et sans recul des événements et du jeu sur l'émotion (ce qui dans le cas de la télévision est accentué par le rôle de l'image), mais aussi parce que les discours d'extrême droite, racistes et en particulier islamophobes y ont de plus en plus cours.

Un autre aspect de son analyse ne manque pas d'évoquer la situation actuelle. Gramsci se penche sur la question de la crise médiatique en lien avec la crise politique. Ou comment la « crise d'hégémonie » que traverse l'Italie dans l'entre-deux-guerres – contestation ouvrière, montée du fascisme – s'articule avec des bouleversements dans le système médiatique, confrontés à une défiance sans précédent.

Effectivement, ce qui est intéressant chez Gramsci c'est qu'il ne voit jamais le système de domination comme une réalité monolithique contre laquelle il serait vain de lutter. Il met toujours en lumière les failles, les luttes, les contradictions, les crises, etc.

Tout en soulignant comme on vient de le rappeler les effets négatifs de la presse dominante destinée

aux subalternes, pour Gramsci le public populaire n'est pas dupe de tout cela, et peut recevoir avec une certaine distance critique le contenu idéologique auquel il est exposé. On sait d'ailleurs que Gramsci a beaucoup influencé les travaux de pionniers des « Cultural studies » comme Stuart Hall ou Richard Hoggart, qui ont montré que les publics populaires ne pouvaient pas être vus comme de simples récepteurs passifs manipulés par les médias dominants.

À ses yeux, le fait que les masses subalternes manifestent de plus en plus de défiance envers les médias traditionnels est – tout comme leur détachement du système de représentation politique – le signe d'une crise de l'hégémonie des classes dominantes. Et cette crise peut s'accompagner de l'apparition de nouveaux outils médiatiques.

Ainsi, Gramsci est attentif aux effets politiques de la radio dans les années 1920 et 1930, et il analyse en particulier son utilisation par le régime fasciste, sachant que le fascisme s'efforce précisément de créer une nouvelle hégémonie des classes dominantes alors que la forme classique de l'hégémonie bourgeoise (le régime parlementaire et le libéralisme) a connu une crise aiguë après la Première Guerre mondiale. En jouant de la peur et de l'émotion, la radio permet plus facilement que la presse de « *provoquer soudainement des explosions fictives de panique ou d'enthousiasme qui permettent d'atteindre des objectifs donnés, électoraux, par exemple* » (C7, §103, p.242).

Plus généralement, pour Gramsci, « *la communication parlée est un moyen de diffusion idéologique qui a une rapidité, un champ d'action et une simultanéité émotive infiniment plus vaste que la communication écrite (le théâtre, le cinématographe et la radio, avec la diffusion par haut-parleurs sur les places, battent toutes les formes de communication écrite, du livre à la revue, au journal, au journal mural)* – mais en surface, non en profondeur » (C16, §21, p.239).

Les nouvelles techniques de communication favorisent donc la diffusion simultanée de son idéologie par un régime centralisé comme le fascisme. Mais la crise des médias traditionnels (la presse écrite dans ce cas) n'implique pas pour autant qu'ils soient dépassés: ils restent au contraire les moyens par lesquels une conviction plus stable et profonde peut être gagnée, même si cela demande plus de temps et touchera un public moins large que les médias

“Il faut créer des médias autonomes et liés étroitement à un public subalterne et/ou militant.”

oraux. Par ailleurs, et c'est décisif pour un dirigeant révolutionnaire comme Gramsci, ils peuvent plus facilement être utilisés par les opposants au régime.

On pourrait établir une comparaison avec la situation contemporaine. D'une manière analogue avec les années 1930, on a d'un côté la défiance des masses populaires envers les médias dominants (presse, télévision, etc.), et de l'autre l'apparition de nouvelles techniques de communication (réseaux sociaux, boucles Whatsapp, etc.). Les deux se conjuguent et conduisent à la diffusion à très larges échelles de divers types de discours complotistes, qui dans le meilleur des cas sont des critiques « anti-système » inadéquates, d'autres fois sont des théories complètement délirantes, et souvent sont une forme nouvelle prise par l'antisémitisme ou le racisme. De tels discours peuvent être instrumentalisés voire directement mis en circulation par l'extrême droite, qu'elle soit au pouvoir ou non: pensons à l'usage de Twitter par Trump, ou des boucles Whatsapp par les partisans de Bolsonaro.

Mais l'analogie avec l'analyse gramscienne des médias dans les années 1930 est limitée. Car c'était en raison de la simultanéité de la réception par les masses d'un message identique émis par le régime que la radio servait le fascisme. Alors que c'est la prolifération de différents discours (en particulier complotistes), et leur diffusion moins centralisée que capillaire (transmission par une multiplicité de comptes, de boucles, etc.), qui est aujourd'hui le signe de la crise d'hégémonie. Ainsi, les nouvelles formes de communication comme les réseaux sociaux (mais aussi Youtube, les podcasts, etc.) constituent un terrain que les individus et organisations qui luttent contre l'exploitation et les oppressions peuvent beaucoup plus facilement investir que la radio à l'époque de Gramsci (ou la télévision aujourd'hui).

Pour revenir sur les usages (et mésusages) de la pensée de Gramsci ces dernières années, il est étonnant de voir que des personnalités politiques de tous horizons politiques revendiquent l'héritage du théoricien communiste. En lui prêtant l'idée que, pour conquérir le pouvoir, il faudrait gagner le consentement des classes populaires – y compris en investissant au maximum les grands médias et les plateaux télévisés. Que vous inspirent ces interprétations?

Il est fréquent que des intellectuels, et des hommes et femmes politiques se revendiquent de

Gramsci. Aurore Bergé et d'autres l'ont fait très récemment, pour défendre Jean-Michel Blanquer et qualifier les personnes qui le critiquent de fascistes... Le plus souvent, c'est à propos de la « bataille des idées » que l'on cite le nom de Gramsci: l'extrême droite le fait depuis au moins les années 1970 (Alain de Benoist), et Marion Maréchal-Le Pen l'a fait à nouveau en 2018 pour justifier la fondation de son « académie politique ». Il suffit de rappeler que Gramsci était un révolutionnaire communiste pour comprendre que si l'extrême droite ou l'extrême centre le citent, c'est d'abord pour créer de la confusion.

D'autres emprunts sont évidemment plus légitimes, comme le petit livre de François Ruffin, « *Rempporter la bataille des idées* ». Entretien [fictif] avec Antonio Gramsci. Mais si l'on peut parler de « bataille des idées » en référence à Gramsci³, il faut préciser que cette bataille n'est que l'une des multiples dimensions de la lutte des classes pour l'hégémonie, dont il ne faut pas la couper.

Pour Gramsci, la lutte d'hégémonie et la guerre de position consistent à accroître autant que possible l'autonomie et la capacité d'agir collective des classes subalternes, ce qui implique à la fois d'intensifier et de coordonner leurs luttes (économiques et politiques), et de construire des organisations qui défendent leurs intérêts (associations populaires, syndicats, partis anticapitalistes, etc.), jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de diriger la société dans son ensemble. C'est dans cette perspective qu'il faut créer des médias autonomes et liés étroitement à un public subalterne et/ou militant.

Gramsci ne considérerait donc pas qu'il faille « mener la bataille des idées » principalement en débattant sur le terrain des médias dominants: seuls les représentants des classes dominantes peuvent se contenter de ce terrain, précisément car il les favorise très largement, tout comme – et les deux sont liées – ils peuvent se contenter du terrain électoral. D'ailleurs, la question se posait différemment à l'époque de Gramsci lui-même, puisque les possibilités d'exprimer des idées communistes dans la presse bourgeoise étaient presque nulles à son époque (même avant le fascisme).

À ce propos, dans une émission d'Arrêt sur images (2 oct. 2020), l'eurodéputée Aurore Lalucq affirmait: « La gauche gagnerait au lieu de critiquer en permanence le business-model des plateaux téléés, les journalistes,

etc., à réfléchir à une stratégie de bataille culturelle. [...] Ayons une stratégie à la Gramsci comme le fait le Rassemblement national, comme le fait Valeurs actuelles. Moi j'aimerais qu'on ait partout, sur les plateaux télé, des gens aussi structurés idéologiquement que les jeunes de Valeurs actuelles, qui bossent leurs plateaux télé et qui présentent bien. [...] Quand je vois Jean-Yves Le Gallou être en capacité de faire des notes, douze points pour faire du "Gramsci technologique", quand est-ce qu'on a une note comme ça à gauche, quand est-ce qu'on fait du "Gramsci technologique"? » Les forces de gauche devraient-elles s'inspirer des stratégies médiatiques de l'extrême droite pour lui disputer le terrain des médias ?

Il est indéniable que les courants politiques et intellectuels au service des exploité-e-s et des opprimé-e-s doivent avoir une stratégie médiatique. Et cela signifie en particulier réfléchir collectivement

“Les forces progressistes ne sont pas dans une situation symétrique par rapport aux forces pro-capitalistes, réactionnaires ou racistes.”

(déjà au sein des organisations existantes, mais si possible plus largement) à la manière d'intervenir le plus efficacement dans les médias pour diffuser un message politique. Ces propos d'Aurore Lalucq semblent cependant occulter – même si elle ne le fait pas toujours dans cette émission – un fait fonda-

mental, que Gramsci, parmi bien d'autres, a mis en lumière: le fait que le terrain et la forme médiatiques ne sont pas neutres. Une fois que l'on a dit cela, il reste évidemment à déterminer selon quelles modalités et quels mécanismes précis les médias favorisent les classes dominantes – tâche que réalise notamment Acrimed –, et le faire pour les différents médias, afin de contrer le mieux possible ces mécanismes. Mais le constat général de la non-neutralité des médias suffit à comprendre que les forces progressistes ne sont pas dans une situation symétrique par rapport aux forces pro-capitalistes, réactionnaires ou racistes, et que l'on ne saurait donc simplement les imiter.

Par ailleurs, l'idée qu'il faudrait faire du « *gramscisme technologique* » demande à être précisée. Elle a été utilisée à l'origine par l'essayiste d'extrême droite Jean-Yves Le Gallou pour affirmer l'importance d'Internet pour la fameuse bataille des idées menée par

3. La « bataille des idées » est d'ailleurs le nom de l'une des rubriques de l'*Ordine nuovo*, journal fondé par Gramsci.

4. Jean-Yves Le Gallou, ancien cadre du FN et du MNR de Bruno Mégret, théorise en 2008 un « *cyberactivisme* » d'extrême droite en 2008 dans un texte intitulé « Douze thèses pour un gramscisme technologique ».

l'extrême droite, au prétexte que les médias traditionnels lui seraient hostiles. Cette justification est évidemment fautive, et ne fait que répéter la plainte de l'extrême droite « victime du système » et exclue des médias. Mais là où Le Gallou a raison, c'est qu'Internet offre aux discours fascistes, racistes, sexistes, homophobes, etc. la possibilité de s'exprimer, et de se développer, « sans filtre » et sans conséquence. Or il serait bien évidemment absurde pour une politique émancipatrice de chercher à se réapproprier les formes d'expression de l'extrême droite sur Internet (commentaires délirants, trolls haineux, discours complotistes, etc.) pour leur donner un contenu « de gauche ».

En revanche, d'autres formes, comme les podcasts, sont bien plus adaptées à un discours progressiste et construit. De même, les chaînes Youtube politiques de gauche rencontrent un certain succès, ce qui semble, aujourd'hui, moins être le cas de celles d'extrême droite (celle d'Alain Soral, autrefois très suivie, a même été supprimée en juillet 2020). Quant à l'espace d'expression directe que constituent les réseaux sociaux, il est également favorable à des discours progressistes spontanés – d'émancipation (pensons au mouvement #MeToo) et de lutte (comme dans le cas des Gilets jaunes en France; mais aussi avec les révolutions du Printemps arabe par exemple). « La gauche » (politique, syndicale, associative, intellectuelle, etc.) doit s'en faire le relais et les soutenir, sans évidemment renoncer à s'opposer à certains aspects lorsqu'il y a lieu, par exemple en luttant contre les éléments d'extrême droite qui ont tenté de récupérer le mouvement des Gilets jaunes.

Quelles sont les pistes proposées par Gramsci pour mener la lutte hégémonique sur le terrain médiatique ?

Pour Gramsci, il faut développer, en lien avec les organisations progressistes (associations culturelles, syndicats et, surtout, parti révolutionnaire), des médias qui servent l'autonomie (politique et intellectuelle) du prolétariat et des subalternes en général, pour leur permettre, à terme, d'établir une nouvelle hégémonie et de renverser le système capitaliste. Ces médias doivent exprimer les situations d'exploitation et de domination que vivent les subalternes, faire écho à leurs luttes, diffuser une conception du monde (le marxisme) leur permettant de mieux comprendre la société et leur offrir des perspectives d'actions communes. Ce sont de tels journaux (*l'Ordine nuovo* et *l'Unità*) que Gramsci a fondés et dirigés au cours de sa vie.

«L'horizon ultime du journalisme intégral de Gramsci est que l'écart culturel entre les rédacteurs et le lectorat disparaisse.»

Dans le cahier 24, « *petit manuel de journalisme* » comme dit Tosel, Gramsci parle de « *journalisme intégral* » (C 24, § 1, p. 285) pour désigner un journalisme qui ne cherche pas uniquement à répondre aux besoins préalables du public (même ses besoins d'une information de qualité), mais qui veut « créer » son public, c'est-à-dire transformer ses lecteurs. Dans ce cahier, Gramsci réfléchit par exemple à une revue capable d'élever le niveau culturel et d'éduquer à des analyses et conceptions sociopolitiques complexes un public de militants communistes actifs, afin qu'ils puissent transmettre à leur tour ces éléments et guider les luttes collectives des autres subalternes, c'est-à-dire jouer le rôle d'intellectuels organiques.

Bien qu'une telle revue ait un objectif de formation, il ne sera pas unilatéral : la rédaction devra elle-même apprendre de son public, afin précisément de lui être plus utile, tout comme Gramsci et les autres membres de la rédaction de *l'Ordine nuovo*, en 1919 et 1920, avaient élaboré leurs conceptions en lien avec les ouvriers des conseils d'usine, à l'école de la lutte. L'objectif est par ailleurs que le public initial d'une telle revue, d'abord restreint, s'élargisse peu à peu. Et, plus généralement, l'horizon ultime du journalisme intégral de Gramsci est que l'écart culturel entre les rédacteurs et le lectorat disparaisse, tout comme dans la société dans son ensemble l'écart entre dirigeants et dirigés devrait être aboli. À plus court terme, il s'agit pour Gramsci de créer différents médias autonomes (journaux, revues), toujours de qualité même si certains seront plus exigeants et d'autres plus accessibles. Ces médias seront liés aux organisations ouvrières et subalternes et, en définitive, au parti communiste.

Bien entendu, ses conceptions sont liées à son époque, et elles ne peuvent être plaquées sur la nôtre. Les possibilités de s'exprimer dans certains médias dominants, pour limitées qu'elles soient, sont bien plus larges de nos jours – cela d'ailleurs davantage dans la presse qu'à la radio ou à la télévision. Il est donc nécessaire d'intervenir stratégiquement sur le terrain des médias dominants pour y exprimer des idées critiques, subversives ou révolutionnaires,

lorsque l'occasion s'en présente et que cela est à même de faire évoluer favorablement les rapports de forces politico-idéologiques.

De plus, on peut revendiquer publiquement nombre de mesures pour rendre les médias dominants moins biaisés politiquement (égalité du temps de parole, parité des positions politiques représentées, parité des genres des invités, exclusion des chroniqueurs racistes à la Zemmour, neutralité des présentateurs, interdiction des publicités sexistes, etc.) c'est-à-dire modifier en partie le terrain de la lutte idéologique. Et l'on peut également émettre des revendications plus radicales (expropriation des médias aux mains des capitalistes; abolition de la publicité en général, etc.)

qui, même si elles ne pourraient pas être satisfaites sans bouleversement politique majeur, mettent en lumière les liens entre les médias et le capitalisme.

“Le lien entre organisations et médias œuvrant à l’émancipation des subalternes doit être souple et dialectique.”

Une autre différence entre notre époque et celle de Gramsci est que l'on sait aujourd'hui à quel point l'instrumentalisation des médias par les forces politiques (les premiers étant vus comme des courroies de transmission ou des « organes » des secondes), a posé problème pour le mouvement ouvrier, en particulier dans le cas des partis communistes stalinisés. S'il est nécessaire d'établir un lien étroit entre organisations et médias œuvrant à l'émancipation des subalternes, ce lien doit être souple et dialectique, et les médias doivent conserver une autonomie relative et ne pas sacrifier la qualité et la rigueur intellectuelles aux prises de parti; cela est en accord avec l'esprit des réflexions de Gramsci, mais lui-même n'a pas pu prendre en son temps toute la mesure du danger posé par l'autoritarisme stalinien. Du reste, il n'y a pas en France, à l'heure actuelle, de parti révolutionnaire qui serait capable de constituer le centre de gravité des organisations et des médias subalternes (comme pouvait prétendre l'être le PCd'I de Gramsci): construire un tel parti révolutionnaire de masse, dynamique et démocratique, reste une tâche à accomplir. ■

Loto Politique 

PARIONS RÉGIONALES!



SUR UNE MÊME GRILLE, ON PEUT :

JOUER À 7
Cochez les 7 premiers matches et gagnez à partir de 6 bons pronostics.

OU

JOUER À 15
Cochez les 15 matches et gagnez gros!

MAIS SUR LE MÊME BULLETIN, ON PEUT :

JOUER À 7

&

JOUER À 15

	EM	IR	eév	PS	autres
1 Auvergne-R.Alpes	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
2 Bourgogne-F.Comté	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
3 Bretagne	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
4 Centre-Val de Loire	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
5 Corse	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
6 Grand Est	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
7 Hauts-de-France	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
8 Île-de-France	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
9 Normandie	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
10 Nouvelle-Aquitaine	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
11 Occitanie	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
12 Pays de la Loire	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
13 Provence-Alpes-C.A.	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
14 Guadeloupe	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
15 Guyane	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2	1 N 2
	15	15	15	15	15

1 = victoire de la 1^{re} équipe, N = match nul, 2 = victoire de la 2^{de} équipe

Vous pouvez miser de 1€ à 76€ par grille

VOUS POUVEZ AUSSI COCHER DES DOUBLES ET/OU TRIPLES, RETROUVEZ LES MISES CORRESPONDANTES AU VERSO

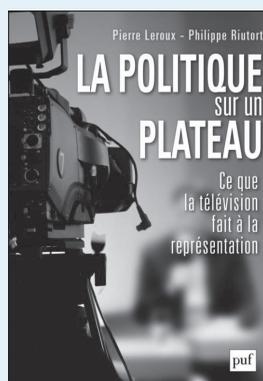




Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique

Patrick Champagne
Éditions de Minuit, 1990

Dans la préface de la nouvelle édition (2015), P. Champagne rappelle que son ouvrage portait l'attention « sur le fait que les sondeurs [...] contribuaient à mettre en place un système politico-médiatico-sondager dans lequel ils jouent désormais un rôle de premier plan. Loin d'être de purs observateurs neutres du champ politique qui délivreraient modestement le résultat de leurs enquêtes, les sondeurs, désormais omniprésents, revendiquent officiellement le monopole de la connaissance scientifique de la "volonté populaire" – une notion qui appartient plus au registre de la métaphysique politique que de la science. » Et de noter que l'insertion de la technologie sondagière « a eu des effets qui ont complètement transformé l'économie générale de la lutte politique » : « Insensiblement, la télévision et les sondages ont transformé la vie politique désormais caractérisée par la spectacularisation, par le primat donné à l'émotion, par l'apparition d'une information-divertissement, par la personnalisation. » ■



La Politique sur un plateau

Pierre Leroux et Philippe Riutort
Presses universitaires de France, 2013

Les deux auteurs se penchent sur « ce que la télévision fait à la représentation », et plus précisément sur la « nette rupture [qui] se produit à la fin des années 1990, lorsque des chaînes publiques et privées confient à des animateurs la conception de programmes de "divertissement", proposant une réception régulière de personnalités politiques ». Leur regard est posé de façon conjointe sur les logiques respectivement à l'œuvre dans les espaces politique et médiatique : comment les acteurs politiques se résignent progressivement (et sont incités) à jouer le jeu, et comment les animateurs-producteurs consolident leur légitimité professionnelle. P. Leroux et P. Riutort invitent à prendre le talk-show pour ce qu'il est, à savoir « une forme parmi d'autres de mises en scène de l'activité politique qui nécessite la coopération, plus ou moins volontaire et enthousiaste, d'associés-rivaux ». Voir aussi sur notre site la vidéo du Jeudi d'Acrimed avec P. Riutort (16 oct. 2014). ■



« Au nom de la démocratie, votiez bien ! »

Mathias Reymond
Acrimed/Agone, 2019

Retour sur le traitement médiatique des élections présidentielles de 2002 et 2017 – deux scrutins qui ont vu le Front national se qualifier au second tour. 2002 et 2017, et à chaque fois un courant médiatique emportant tout, noyant les voix minoritaires, charriant les pires sophismes et les injonctions à voter... mais « à voter bien ». Dans la bouche des éditocrates (de tous bords), s'abstenir ou voter blanc équivalait à un vote Le Pen (voir l'extrait publié ici même, p. 18). La chasse aux « petits » candidats bat son plein et le slogan du « vote utile » est rabâché. Résultat : « exempte[r] tout candidat de défendre un programme ou des idées, puisqu'il y a un (seul) "vote utile" et des "votes inutiles" ». Une étude de cas qui met en évidence un « journalisme de prescription des choix électoraux légitimes et d'écrasement des opinions dissidentes ». Un journalisme hélas bien connu, loin d'occuper le rôle démocratique qui devrait être le sien. ■

BAL DES VIEUX CONS SUR CNEWS

"COVID 19 : LA JEUNESSE SACRIFIÉE" ? LE 2 FÉVRIER 2021, LES INVITÉS DE "PUNCHLINE" S'INTERROGENT. ET POUR LES CHRONIQUEURS RÉUNIS AUTOUR DE LAURENCE FERRARI, LA QUESTION EST "VITE RÉPONDUE" ! LAURENT ALEXANDRE NOTAMMENT - TOUT À LA FOIS CHIRURGIEN UROLOGUE, BUSINESSMAN, ET EXPERT MÉDIATIQUE COUTUMIER DES "POLÉMIQUES" RÉACTIONNAIRES - A BIEN SA PETITE IDÉE...



MÉDIACRITIQUES

N°38

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

RETOUR DU JOURNALISME HIPPIQUE

- | | |
|---|--|
| 03 PRÉSIDENTIELLE 2017:
FESTIVAL MÉDIATIQUE | 22 PRÉSIDENTIELLE 2022:
LÂCHEZ LES CHEVAUX! |
| 07 DARMANIN-LE PEN,
UN FEUILLETON
MÉDIATIQUE
EN VASE CLOS | 24 LES INCITATIONS
RAVAGEUSES
DES SONDAGES |
| 11 FILMER LA MISÈRE
DU JOURNALISME
POLITIQUE | 30 LOI «SÉCURITÉ
GLOBALE»:
DÉSINFORMATION,
MODE D'EMPLOI |
| 18 LE RETOUR
DES «MUNICHOIS» | 37 ANTONIO GRAMSCI,
CRITIQUE DES MÉDIAS? |

ET DANS LES RUBRIQUES...

- | | |
|--|--|
| 28 UNE BRÈVE
HISTOIRE DE
JACQUES ATTALI | 45 BAL DES VIEUX
CONS SUR
CNEWS |
| 32 VOUS AVEZ DIT...
«DETTE»? | |